



**TEXTES
REGLEMENTAIRES ET
LEGISLATIFS
REGISSANT
L'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC
MARITIME**

GESTION, PROTECTION ET PRESERVATION DU
DPM

*Ces textes sont relatifs au Processus Occupation Temporaire
du DPM*

12 AVRIL 2012

Sommaire

Arrêté du ministre de l'équipement n°368-02 du 20 hija 1422 (05 Mars 2002) portant la délégation de pouvoirs aux Walis des Régions	4
Dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public (Bulletin officiel n° 326 du 20/01/1919 (20 janvier 1919))	7
Dahir du 8 safar 1349 (5 juillet 1930) portant modification au dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires du domaine public (bulletin officiel n° 930 du 22/08/1930 (22 août 1930)).....	11
Décret n° 2-99-1123 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) pris pour l'application du dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du domaine public (B.O n° 4796 du 14 safar 1421 (18 mai 2000))	13
Arrêté conjoint du ministre des travaux publics et du ministre des finances et des investissements n° 24-97-96 du 5 décembre 1996 déterminant les tarifs des services rendus par le ministère des travaux publics , relatifs a l'instruction des demandes de concession , de renouvellement , de modification ou de transfert d'autorisation de l'occupation temporaire du domaine public (BO n° 4453 du 3 Février 1997).....	15
Arrêté conjoint du ministre des travaux publics et du ministre des finances et des investissements du 12 août 1997, relatifs a la détermination de la redevance due pour l'occupation temporaire du domaine public (texte en arabe).....	17
8 juin 1998 Circulaire conjointe du Ministre d'Etat à l'Intérieur et du Ministre de l'Equipement n° 84 du 8 juin 1998 relative à la gestion et la protection des plages de baignade par les Communes	28
Décret n° 2-96-290 du 13 safar 1417 (30 juin 1996) Instituant une rémunération des services rendus par le ministère des travaux publics à l'occasion de l'instruction des demandes d'octroi, de renouvellement, de modification ou de transfert des autorisations d'occupation temporaire du domaine public(B.O n° 4391 bis du 14 safar I 1417 (1 juillet 1996))......	34
Dahir du 7 chaâban 1332 (1er juillet 1914) concernant le Domaine public tel qu'il a été modifié et complété	37
Dahir du 10 Décembre 1999 complétant le Dahir du 30 Novembre 1918 sur les occupations temporaires du DPM (BO n° 4758 du 6 janvier 2000).....	40
Dahir du 6 Août 1915 sur l'exercice des actions en justice touchant le patrimoine de l'Etat (BO n° 148 du 23 Août 1915).....	42
Dahir n°1.03.60 du 12 Mai 2003 (10 rabaai I) sur les études d'impact sur l'environnement (BO n°5118 du 19 juin 2003).....	45
Lettre Royale relatif à l'investissement du 09 janvier 2002 (BO n° 4790 du 17 janvier 2002).....	50

Procès Verbal de la commission relatif à la délégation du pouvoir aux walis des régions pour les
projets d'investissements..... 59

Arrêté du ministre de l'équipement n°368-02 du 20 hija 1422 (05 Mars 2002) portant la délégation de pouvoirs aux Walis des Régions

Lorsque la demande est déposée auprès du centre régional d'investissement, son directeur prend les mesures permettant l'application de la procédure nécessaire à l'instruction de la demande conformément à la législation ou la réglementation qui la régit.

ART. 6. – Les délégués des domaines sont chargés de l'exécution des actes des walis des régions autorisant les locations des immeubles des domaines privés de l'Etat visés à l'article premier ci-dessus et d'assurer le contrôle du respect des clauses des contrats de location par les locataires.

ART. 7. – Des rapports trimestriels sont adressés par les walis des régions au ministre chargé des finances faisant ressortir les opérations de location consenties, les informations utiles sur les projets retenus et le suivi de réalisation de ces projets.

ART. 8. – Le présent arrêté qui sera publié au « Bulletin officiel » prendra effet, dans chaque région du Royaume, à compter de la date de publication audit *Bulletin officiel* de l'arrêté conjoint décidant, pour ladite région, l'ouverture du centre régional d'investissement.

Rabat, le 20 hija 1422 (5 mars 2002).

FATHALLAH OUALALOU.

Vu :

Le Premier ministre,

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

Arrêté du ministre de l'équipement n° 368-02 du 20 hija 1422 (5 mars 2002) portant délégation de pouvoirs aux walis des régions.

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,

Vu la lettre Royale au Premier ministre en date du 24 chaoual 1422 (9 janvier 2002) relative à la gestion déconcentrée de l'investissement ;

Vu le dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du domaine public, tel qu'il a été complété ou modifié ;

Vu le dahir du 3 chaoual 1332 (25 août 1914) relatif aux établissements insalubres, incommodes et dangereux tel qu'il a été complété ou modifié ;

Vu le décret n° 2-98-360 en date du 3 hija 1418 (1^{er} avril 1998) relatif aux attributions du ministre de l'équipement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoirs est donnée aux walis des régions à l'effet de prendre, chacun dans la limite de son ressort territorial, les actes énumérés ci-après relevant des attributions du ministre de l'équipement et nécessaires à la réalisation des projets d'investissement dans les secteurs industriel, agro-industriel, minier, touristique et artisanal et dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams :

- l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat, prévue par l'article 3 du dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) susvisé, à l'exclusion de celui mis à la disposition des établissements publics ou sociétés concessionnaires de service public conformément à la législation ou la réglementation en vigueur ;

- l'autorisation d'ouverture et d'exploitation des établissements insalubres, incommodes et dangereux de la première classe, prévue par l'article 4 du dahir en date du 3 chaoual 1332 (25 août 1914) susvisé.

ART. 2. – Les demandes des autorisations visées à l'article premier ci-dessus, sont déposées soit auprès du directeur régional de l'équipement, soit auprès du directeur du centre régional d'investissement.

Le dossier de chaque demande déposée auprès du directeur régional de l'équipement est transmis par celui-ci au centre régional d'investissement concerné dans un délai maximum de 20 jours à compter de la date de sa réception.

Ce dossier contient notamment les éléments suivants :

- * l'importance du projet et ses répercussions économiques et sociales sur la région ;
- * l'impact du projet sur la santé, la sécurité et l'environnement ;
- * la préservation de l'utilisation collective du domaine public ;
- * l'ouverture et la création des accès publics aux plages ;
- * l'impact du projet sur les infrastructures, les ouvrages d'art et les ressources naturelles notamment hydrauliques ;
- * les cahiers des charges spécifiques à la nature et aux particularités du projet.

Lorsque la demande est déposée auprès du centre régional d'investissement, son directeur prend les mesures permettant l'application de la procédure nécessaire à l'instruction de la demande conformément à la législation ou la réglementation qui la régit.

ART. 3. – Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public sont délivrées par les walis des régions dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ART. 4. – Les autorisations d'occupation temporaire délivrées par les walis des régions peuvent être retirées dans les cas suivants :

- * non affectation de l'immeuble au projet d'investissement autorisé ;
- * non réalisation des travaux dans les délais prévus pour leur commencement et leur achèvement fixés par l'arrêté d'autorisation ;
- * non respect des dispositions générales et particulières de l'arrêté d'autorisation et du cahier des charges.

ART. 5. – Les frais d'instruction des dossiers ainsi que les redevances dues pour occupation temporaire restent, selon le cas, soumis à la législation et à la réglementation en vigueur les concernant.

ART. 6. – Les directeurs régionaux et provinciaux de l'équipement sont chargés de l'exécution des dispositions des arrêtés d'autorisation d'occupation temporaire délivrés par les walis des régions, notamment en ce qui concerne :

- l'établissement des ordres de recettes afférents aux frais d'instructions des dossiers et aux redevances dues pour occupation temporaire du domaine public ;
- le contrôle du respect des clauses des arrêtés d'autorisation et des cahiers des charges ;
- les propositions de modification, d'annulation ou de retrait des autorisations administratives dans le cas de non-respect des conditions d'autorisation ou en cas de dommages causés aux tiers ou à l'environnement.

ART. 7. – Les walis des régions transmettent trimestriellement au ministre de l'équipement, des rapports contenant notamment les éléments suivants :

- * le nombre d'autorisations délivrées ;
- * la nature des activités autorisées ;
- * la durée des autorisations ;
- * les éléments spécifiques à chaque autorisation.

Ces rapports sont accompagnés par des ampliations des arrêtés d'autorisations délivrées, ainsi que des plans et des cahiers des charges y annexés.

Ces rapports peuvent comprendre les propositions des walis des régions concernant l'amélioration de la gestion et des modes d'exploitation, et le cas échéant, les propositions de révision des textes législatifs, réglementaires et des cahiers des charges en vigueur, en vue de les adapter aux impératifs de l'encouragement de l'investissement, de l'initiative privée et de la promotion du travail.

ART. 8. – Le présent arrêté qui sera publié au « Bulletin officiel » prendra effet, dans chaque région du Royaume, à compter de la date de publication audit *Bulletin officiel* de l'arrêté conjoint décidant, pour ladite région, l'ouverture du centre régional d'investissement.

Rabat, le 20 hija 1422 (5 mars 2002).

BOUAMOR TAGHOUAN.

Vu :

Le Premier ministre,
ABDERRAHMAN YOUSOUFLI

Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 369-02 du 20 hija 1422 (5 mars 2002) portant délégation de pouvoirs aux walis des régions.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'ENERGIE ET DES MINES,

Vu la lettre Royale au Premier ministre en date du 24 chaoual 1422 (9 janvier 2002) relative à la gestion déconcentrée de l'investissement ;

Vu le dahir du 9 rejev 1370 (16 avril 1951) portant règlement minier ;

Vu le dahir n° 1-60-019 du 11 jourmada II 1380 (1^{er} décembre 1960) portant création de la région minière du Tafilalet et de Figuig, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2-57-1647 du 24 jourmada I 1377 (17 décembre 1957) fixant certaines règles d'application des dispositions du dahir portant règlement minier précité relatives aux taxes d'institution ou de renouvellement de titres miniers, à la taxe annuelle des concessions, ainsi qu'aux obligations de travaux à la charge des concessionnaires et des permissionnaires de recherche ou d'exploitation des mines ;

Vu l'arrêté du 14 rejev 1370 (21 avril 1951) fixant les conditions de dépôt et d'enregistrement des demandes de permis de recherche ;

Vu l'instruction du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 25 février 1960 relative à certaines modalités d'application du dahir portant règlement minier précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée aux walis des régions à l'effet de prendre, chacun dans la limite de son ressort territorial, les actes énumérés ci-après, nécessaires à la réalisation des projets d'investissements miniers dont le montant est inférieur à 200 millions de dirhams :

- décisions d'institution, de renouvellement et de rejets de demandes des permis de recherche (articles 24, 38 et 44 du dahir du 16 avril 1951 susvisé) ;
- approbation des programmes de travaux (article 4 du décret du 17 décembre 1957 susvisé) ;
- réception de la déclaration de disposer du produit de recherche (article 36 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions de mise en demeure de formuler des observations en cas d'insuffisance de travaux et de retrait des permis de recherche (article 37 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions de mise à l'instruction des permis d'exploitation (article 51 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'institution ou de rejet des permis d'exploitation (article 52 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions de renouvellements des permis d'exploitation (article 57 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions de mise en demeure de formuler des observations en cas d'insuffisance de travaux et de retrait des permis d'exploitation (articles 55 et 62 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- autorisations exceptionnelles d'exploitation de gisements (article 35 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- dérogations spéciales pour la transformation des permis de recherche non renouvelés en permis d'exploitation (article 46 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'exploitation provisoire (article 39 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- autorisations de mutation ou d'amodiation de permis de recherche et de permis d'exploitation (article 9 bis du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'annulation de permis de recherche (article 38 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'annulation de permis d'exploitation (article 57 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'annulation, pour expiration de la période de validité, de permis de recherche (article 38 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- décisions d'annulation, pour expiration de la période de validité, de permis d'exploitation (articles 47 et 56 du dahir du 16 avril 1951 précité) ;
- arrêtés d'occupation temporaire de terrains nécessaires à l'activité minière (article 95 du dahir du 16 avril 1951 précité).

Dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public (Bulletin officiel n° 326 du 20/01/1919 (20 janvier 1919))

EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :			
	MAROC	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr	7 .
6 MOIS	8 .	10 .	12 .
1 AN	15 .	18 .	20 .

ON PEUT S'ABONNER :
 A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE.
 Hebdomadaire
 DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du Bulletin Officiel.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en
 timbre-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires . . . la ligne de
 légales 31 lettres, corps 8,
 et administratives . . . sur 3 colonnes . . . 1 fr.
 Arrêté Résidentiel du 26 Janvier 1918 — B. O.
 n° 20 du 1^{er} Février 1918.

Pour les annonces réclames, s'adresser à la
 Direction du Bulletin Officiel, Résidence Gé-
 nérale, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE		PAGES
1. — Dahir du 30 Novembre 1918 (24 Safar 1337) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public		37
2. — Dahir du 30 Novembre 1918 (24 Safar 1337) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement et d'extension de la ville d'Oudjda		39
3. — Arrêté Viziriel du 28 Décembre 1918 (24 Rebia I 1337) fixant la composition du Haut Tribunal Chérifien		39
4. — Arrêté Résidentiel du 30 Décembre 1918 portant ouverture de crédits provisoires sur l'Exercice 1919		40
5. — Additif à l'Ordre Général n° 113		41
6. — Ordre Général n° 122		41
7. — Arrêté du Directeur Général des Finances relatif au recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires		41
8. — Publication relative à l'ordre de priorité de demandes de permis déposées au Service des mines		42
9. — Arrêté du Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation établissant la liste des laboratoires officiels chargés de procéder aux contre-expertises en matière de répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles		42
10. — Tableaux d'avancement pour l'année 1918 (suite) concernant le personnel des interprètes et les agents du cadre actif du Service des Domaines		43
11. — Nominations		43
12. — Mutation dans le personnel du Service des Renseignements		44
13. — Errata aux n°s 320 et 325 du B. O.		44
PARTIE NON OFFICIELLE		
14. — Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 14 Janvier 1919		44
15. — Propriété Foncière. — Conservation de Casablanca: Extraits de requisiions n°s 1912, 1920, 1921 à 1937 inclus. Avis de clôtures de bornages n°s 883, 1289, 1367, 1398, 1403, 1406, 1417, 1418, 1427 et 1433. — Conservation d'Oudjda: Extrait de requisiion n° 87. Extrait rectificatif concernant la requisiion n° 75: Avis de clôtures de bornages n°s 47, 61, et 71.		45
16. — Annonces et avis divers		50

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 30 NOVEMBRE 1918 (24 SAFAR 1337) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public

LOUANGE A DIEU SEUL !
Grand Scaou de Moulay Youssef
 A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.
 Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —
 Que Notre Majesté Chérifienne,
 Considérant que le Domaine Public de Notre Empire institué par Notre dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 Chaabane 1332) est par essence inaliénable et imprescriptible et qu'aucune des parcelles qui le constituent ne peut faire l'objet d'une cession définitive ;
 Que, toutefois, il n'y a pas lieu de refuser aux collectivités ou particuliers, lorsqu'elles peuvent être données sans dommage pour l'intérêt public, des autorisations tendant à l'occupation temporaire de certaines de ces parcelles ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — But du présent Dahir. — Sauf les autorisations comportant des usages d'eau qui feront l'objet d'un texte spécial ultérieur, les occupations temporaires des parcelles dépendant du domaine public seront dorénavant régies par les dispositions législatives ci-après.

ART. 2. — Forme des demandes. — Toute demande tendant à l'occupation temporaire d'une parcelle quelconque du domaine public sera adressée au Directeur Général des Travaux Publics. Elle devra spécifier explicitement le but de l'occupation, les modifications que le requérant compte apporter au relief de la parcelle à occuper, et aussi les dimensions et dispositions principales des bâtiments et autres ouvrages qu'il entend y établir ; le demandeur devra, en outre, sur l'invitation qui lui sera faite, avant qu'in-

terviennent l'arrêté d'autorisation, s'engager par écrit à payer la redevance prévue à l'article 7 ci-dessous.

ART. 3. — *Instruction des demandes.* — Le Directeur Général des Travaux Publics fera procéder à l'instruction des demandes et signera, quand il y aura lieu, l'arrêté d'autorisation sous réserve de consultation préalable, d'abord dans chaque cas, des services et autorités que pourra intéresser l'occupation, et ensuite, en tout état de cause, du Chef du Service des Domaines en ce qui concerne la fixation de la redevance.

ART. 4. — *But de l'occupation et mode d'aménagement de la parcelle occupée.* — L'arrêté à intervenir prendra acte du but de l'occupation, il fixera, dans la mesure où l'intérêt public paraîtra l'exiger, la nature, les dimensions et les dispositions des ouvrages que l'occupant aura la faculté d'établir, et les conditions à observer dans leur fonctionnement et leur exploitation.

Il fixera également les délais dans lesquels les susdits ouvrages devront être entrepris et celui dans lequel devra être assuré leur achèvement.

ART. 5. — *Contrôle et surveillance de l'occupation.* — Le Directeur Général des Travaux Publics aura un droit permanent de surveillance et de contrôle sur la parcelle occupée, l'accès de celle-ci ne pouvant à aucun moment être refusé aux fonctionnaires et agents qu'il aura désignés pour l'exercer.

L'occupant sera tenu de maintenir constamment en bon état ceux des ouvrages établis par lui, dont l'entretien et le fonctionnement importeraient à l'intérêt public, notamment ceux qui seraient susceptibles d'influer d'une façon quelconque sur le régime des eaux ; il ne pourra sans autorisation préalable apporter aucune modification à leurs dispositions originelles.

ART. 6. — *Durée des autorisations.* — Les autorisations commenceront à courir du jour où seront notifiés aux intéressés les arrêtés y relatifs ; elles prendront fin au 1^{er} janvier postérieur, d'un nombre d'années déterminé, à celui qui suivra immédiatement le susdit jour, sans que le nombre de ces années puisse excéder 10.

Il est toutefois spécifié :

Qu'elles seront révoquées de plein droit sans indemnité et sans qu'il soit besoin de mise en demeure ;

Si n'ont pas été observés, sans qu'il y ait à ce retard d'excuses jugées valables par le Directeur Général des Travaux Publics, les délais fixés en conformité de l'article 4 pour le commencement et l'achèvement des ouvrages autorisés ;

Si, sans l'agrément préalable du Directeur Général des Travaux Publics, l'occupant a cédé à des tiers les droits et faculté que lui confère l'arrêté d'autorisation ;

Si, sans ce même agrément préalable, l'occupant a utilisé dans un but autre que celui défini au susdit arrêté, les parcelles occupées ou modifié les ouvrages visés à l'article 5 ;

S'il n'a pas satisfait aux obligations d'entretien que stipule ce même article ;

Si l'un des termes de la redevance fixée par application de l'article 7 ci-dessous n'ayant pas été payé à l'échéance, il ne s'était pas acquitté dans le délai qui lui aurait été imparti par le Directeur Général des Travaux Publics ;

Enfin, il est expressément spécifié que, quelle que soit la durée fixée par les arrêtés y relatifs, les autorisations sont toujours données à titre précaire et pourront, sous réserve d'un préavis de trois mois, être à un moment quelconque, sans indemnité, retirées pour des motifs d'intérêt public dont l'Administration restera seule juge ;

Pour quelque cause qu'il intervienne, le retrait sera prononcé par arrêté du Directeur Général des Travaux Publics.

ART. 7. — *Redevances.* — Toute occupation comportera le paiement d'une redevance annuelle dont le montant sera fixé par l'arrêté y relatif. Cette redevance commencera à courir du jour où le susdit arrêté aura été notifié à l'intéressé.

Elle sera exigible d'avance le 1^{er} janvier de chaque année.

Toutefois, à la demande de l'intéressé, le paiement pourra être fait en deux fois, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année si le montant de ladite redevance excède 20 francs et en quatre fois, le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre s'il excède 100 francs.

La redevance correspondant à la période comprise entre le jour de la notification de l'arrêté et la première des dates d'échéance ci-dessus, calculée d'après la durée de cette période, sera exigible dans la quinzaine qui suivra la susdite notification.

Au cas où l'autorisation serait retirée pour l'une des causes énumérées à l'article 6 ci-dessus et tenant à un manquement de l'occupant à ses obligations, les termes de la redevance échus au jour du retrait resteront acquis à l'Administration.

Au cas, au contraire, où le retrait serait prononcé pour motifs d'intérêt public, la redevance ne sera due que jusqu'au jour fixé pour la cessation de l'occupation et il serait, le cas échéant, fait restitution à l'occupant des sommes payées en trop.

Les redevances seront révisables à des époques fixées par l'arrêté d'autorisation mais qui ne pourront, en aucun cas être séparées par un intervalle de plus de 5 ans. La redevance nouvelle fixée dans les mêmes conditions que la redevance originelle sera notifiée à l'occupant par un arrêté du Directeur Général des Travaux Publics.

Le recouvrement des créances sera poursuivi dans les mêmes formes que celui des créances de l'Etat telles qu'elles sont définies par le dahir du 6 janvier 1916 (29 Safar 1334).

ART. 8. — *Réserve des droits des tiers.* — Les autorisations sont toujours délivrées sous réserve des droits des tiers, envers lesquels les occupants restent seuls responsables de toutes les conséquences de l'occupation.

ART. 9. — *Non responsabilité de l'Administration en cas de dommages résultant de violence, vols, etc...* — L'Administration ne sera, en aucun cas, tenue pour responsable des dommages qui pourraient résulter pour l'occupant, pour les personnes à son service et pour les ouvrages et installations utilisées pour son exploitation, de violences, vols, rapines, pillages, incendies, etc..., que ces faits présentent un caractère individuel et occasionnel ou un caractère collectif et durable provenant de l'état d'insécurité du pays.

ART. 10. — *Remise des lieux à l'Etat à la cessation de l'occupation.* — L'arrêté d'autorisation déterminera les con-

ditions dans lesquelles la parcelle à occuper sera remise à l'Etat lors de la cessation de l'occupation. Il pourra prescrire, soit le rétablissement intégral des lieux dans leur état primitif, soit seulement un rétablissement partiel de la situation antérieure, en distinguant alors entre les ouvrages que l'occupant sera tenu d'enlever, ceux dont l'enlèvement sera pour lui facultatif, et ceux qu'il devra abandonner à titre gratuit à l'Etat ; il fixera les délais comptés à partir du jour de l'expiration de l'occupation, dans lesquels il devra être satisfait aux obligations ci-dessus. Ces obligations resteront les mêmes pour l'occupant en cas de retrait, pour une cause quelconque de l'autorisation, le délai susvisé courant alors à partir du jour fixé pour la cessation de l'occupation.

Au cas où à l'expiration de ce délai la remise en état prescrite n'aurait pas été intégralement opérée, il y serait pourvu d'office par les soins du Directeur Général des Travaux Publics qui dressera alors, des sommes dépensées de ce chef, un état dont le montant sera recouvré sur l'occupant des formes spécifiées ci-dessus pour les redevances annuelles.

ART. 11. — *Notification des arrêtés relatifs à l'occupation.* — Les arrêtés d'autorisation, ceux relatifs à la révision des redevances et, le cas échéant, les arrêtés de retrait seront notifiés à l'intéressé par les soins du Directeur Général des Travaux Publics, une expédition en sera transmise par lui au Chef du Service des Domaines.

*Fait à Marrakech, le 24 Safar 1337.
(30 novembre 1918).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 9 janvier 1919.
Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 30 NOVEMBRE 1918 (24 SAFAR 1337)
approuvant et déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement et d'extension de la ville d'Oudjda

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu Notre dahir du 16 avril 1914 (20 Djommada El Oula 1332) sur les alignements et plans d'alignements des villes et notamment les articles 6, 7, et 8 de ce texte ;

Vu le plan d'aménagement de la Ville d'Oudjda, dressé le 19 août 1917, par le Chef du Service des Travaux Publics du Maroc Oriental ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle ce plan a été soumis du 25 août au 25 septembre 1917, dans les formes prescrites par l'article 7 du dahir précité ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et déclaré d'utilité publique, le plan d'aménagement et d'extension de la ville d'Oudjda, établi en conformité de Notre dahir du 16 avril 1914 (20 Djommada el Oula 1332) sous les réserves suivantes :

Les rues AB et CD dudit plan sont supprimées.

ART. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics, le Haut-Commissaire du Gouvernement à Oudjda et les autorités municipales de la ville d'Oudjda sont chargés de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Marrakech, le 24 Safar 1337.
(30 novembre 1918).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 10 janvier 1919.
Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1918
(24 REBIA I 1337)**

fixant la composition du Haut Tribunal Chérifien

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 4 août 1918 (26 Chaoual 1336) instituant un Haut Tribunal Chérifien siégeant à Rabat ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres du Haut Tribunal Chérifien :

Président

SID EL MAHDI GHARRITH.

Chambre des Appels

SID OTHMAN EL DJERRARI, juge titulaire ;
SID MOHAMMED DINIA, juge titulaire ;
SID ABDALLAH EL MEKNASSI, juge suppléant ;
SID MOHAMMED EL GUEZOLI, secrétaire ;
SID AHMED TIDJANI, interprète.

Chambre Criminelle

SID ABDEL HAFID EL FASSI, juge titulaire ;
SID EL GHAZI SEBBATA, juge titulaire ;
SID MOHAMMED HADJJI SLAOUI, juge suppléant ;
SID MOHAMMED BEN ALLAL EL KARDOUDI, secrétaire ;
SID EL GHAOUTH BEN RAHAL, interprète ;

Greffier

SID ABDEL HAMID RONDA.

*Fait à Rabat, le 24 Rebia I 1337.
(28 décembre 1918).*

EL MAHDI GHARRITH, Naïb du Grand Vizir.
Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 10 janvier 1919.
Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

Dahir du 8 safar 1349 (5 juillet 1930) portant modification au dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires du domaine public (bulletin officiel n° 930 du 22/08/1930 (22 août 1930))

DAHIR DU 4 JUILLET 1930 (7 safar 1349)
 autorisant l'échange par l'Etat, d'une parcelle domaniale, sise au quartier de l'Aviation à Rabat, contre une parcelle de terrain sise au même lieu et appartenant à un particulier.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange par l'Etat, d'une parcelle domaniale de soixante-neuf mètres carrés (69 mq.), sise quartier de l'Aviation, à Rabat et provenant du morcellement du terrain objet du titre foncier n° 1370 R, contre une parcelle de terrain de même superficie, sise au même quartier à l'intersection des routes n° 22 et 203 et appartenant à M. Coutres.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent dahir, auquel l'acte d'échange devra se référer.

*Fait à Paris, le 7 safar 1349,
 (4 juillet 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 juillet 1930.

*Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 5 JUILLET 1930 (8 safar 1349)
 portant modification au dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires du domaine public.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires du domaine public et, notamment, les articles 6 et 7 ;

Considérant que certaines occupations d'intérêt privé sont nécessaires aux propriétaires riverains pour l'exercice de leur droit d'accès à la voie publique, et qu'il y a lieu, en conséquence, de les soustraire, quant à leur durée et à leur redevance, aux conditions du dahir précité du 30 novembre 1918 (24 safar 1337),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les autorisations ne portant que sur l'aménagement de chemins d'accès d'une propriété riveraine à la voie publique, avec ou sans passage sur les fossés d'écoulement, sont délivrées sans limitation de durée et sont exemptes de la redevance prévue à l'article 7 du dahir susvisé du 30 novembre 1918 (24 safar 1337).

*Fait à Paris, le 8 safar 1349,
 (5 juillet 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 août 1930.

*Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 26 JUILLET 1930 (29 safar 1349)
 complétant l'annexe II du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) réservant, dans les conditions spéciales, des emplois aux officiers ou hommes de troupe des armées de terre ou de mer, pensionnés en vertu de la loi française du 31 mars 1919 ou, à leur défaut, à certains anciens combattants.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'annexe II de Notre dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340), tableau des emplois civils réservés aux pensionnés de guerre ou, à leur défaut, à certains anciens combattants, est complétée ainsi qu'il suit :

EMPLOIS	CATÉGORIES DE BLESSURES OU D'INFIRMITÉS COMPATIBLES AVEC L'EMPLOI	PROPORTION
Rédacteurs des services extérieurs.	Services des contrôles civils CR, V, Y, O, TH, OQ.	1/3

*Fait à Rabat, le 29 safar 1349,
 (26 juillet 1930).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 août 1930.

*Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

Décret n° 2-99-1123 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) pris pour l'application du dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du domaine public (B.O n° 4796 du 14 safar 1421 (18 mai 2000))

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;
Après examen par le conseil des ministres réuni le 14 moharrem 1421 (19 avril 2000),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article 6 du décret susvisé n° 2-76-126 du 10 moharrem 1398 (21 décembre 1977) sont modifiées comme suit :

« Article 6. – L'agrément est donné aux personnes « physiques qui satisfont aux conditions suivantes :

« 1° Etre admis
« à ses instructions.

« Pour pouvoir se présenter à cet examen, le candidat doit :

« – justifier de la détention d'une licence délivrée par un « établissement universitaire national ou d'un diplôme « reconnu équivalent par l'administration ;

« – avoir effectué un stage d'une durée maximum de six « mois auprès d'une entreprise d'assurance ou avoir été « un salarié d'une entreprise d'assurances pendant deux « années continues.

« 2° Remplir »

(La suite sans changement.)

ART. 2. – Le décret précité n° 2-76-126 du 10 moharrem 1398 (21 décembre 1977) est complété par l'article 7 bis comme suit :

« Article 7 bis. – Les sanctions disciplinaires prévues à « l'article 21 du dahir portant loi n° 1-76-292 susvisé, peuvent être « prononcées par le ministre chargé des finances, après avis du « comité consultatif des assurances privées lorsque, à l'occasion « de contrôles effectués conformément à l'article 20 dudit dahir, « il est constaté une ou plusieurs infractions aux dispositions de « ce dahir et des textes pris pour son application. »

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 29 moharrem 1421 (4 mai 2000).

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

Pour contresieing :

Le ministre de l'économie,
et des finances,

FATHALLAH OUALALOU.

Décret n° 2-99-1123 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) pris pour l'application du dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du domaine public.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du domaine public, tel qu'il a été modifié par la loi n° 17-98, notamment son article premier ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 14 moharrem 1421 (19 avril 2000),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application du 2° alinéa de l'article premier du dahir du 24 safar 1337 (30 novembre 1918) susvisé,

lorsqu'il y a lieu de mettre à la disposition d'un concessionnaire les parcelles du domaine public nécessaires à la réalisation de l'objet d'une concession de service public ou d'une concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'un ouvrage public, la convention de concession et le cahier des charges y afférent doivent être approuvés par décret pris sur proposition de l'autorité gouvernementale dont relève l'objet de la concession, après avis du ministre de l'équipement et du ministre de l'économie et des finances.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux concessions de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes ainsi qu'aux concessions de prise d'eau sur le domaine public hydraulique qui demeurent régies respectivement par les dispositions de la loi n° 4-89 relative aux autoroutes et par celles de la loi n° 10-95 sur l'eau.

ART. 2. – Le ministre de l'équipement et le ministre de l'économie et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 29 moharrem 1421 (4 mai 2000).

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

Pour contresieing :

Le ministre de l'équipement,

BOUAMOR TAGHOUAN.

Le ministre de l'économie
et des finances,

FATHALLAH OUALALOU.

Décret n° 2-99-1256 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) instituant au profit de l'Office national des pêches (ONP) une taxe parafiscale dénommée « taxe sur le poisson pélagique ».

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998) ;

Vu le dahir n° 1-69-45 du 4 hija 1388 (21 février 1969) relatif à l'Office national des pêches, tel que modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-98-401 du 9 moharrem 1420 (26 avril 1999) relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances, notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n° 1560-98 du 26 rabii I 1419 (21 juillet 1998) portant délégation d'attributions au ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes, chargé des pêches maritimes ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes, chargé des pêches maritimes ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 14 moharrem 1421 (19 avril 2000),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Il est institué, au profit de l'Office national des pêches, une taxe parafiscale dite « taxe sur le poisson pélagique » dont le produit est destiné exclusivement au

Arrêté conjoint du ministre des travaux publics et du ministre des finances et des investissements n° 24-97-96 du 5 décembre 1996 déterminant les tarifs des services rendus par le ministère des travaux publics , relatifs a l’instruction des demandes de concession , de renouvellement , de modification ou de transfert d’autorisation de l’occupation temporaire du domaine public (BO n° 4453 du 3 Février 1997)

ظهير شريف رقم 1.96.131 صادر في 18 من جمادى الأولى 1417
(2 أكتوبر 1996) بتعيين رئيس مجلس الجهة الشرقية لهيئة
المهندسين المعماريين الوطنية.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على القانون رقم 016.89 المتعلق بمزاولة مهنة الهندسة المعمارية
وإحداث هيئة المهندسين المعماريين الوطنية الصادر بتنفيذه
الظهير الشريف رقم 1.92.122 بتاريخ 22 من ربيع الأول 1414
(10 سبتمبر 1993) ولاسيما الفصل 64 منه .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

المادة الأولى

يعين السيد يوسف البالي رئيسا لمجلس الجهة الشرقية لهيئة المهندسين
المعماريين الوطنية.

المادة الثانية

ينشر ظهيرنا الشريف هذا في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 18 من جمادى الأولى 1417 (2 أكتوبر 1996).

وقعه بالمطف :

الوزير الأول .

الإمضاء : عبد اللطيف الفيلالي.

ظهير شريف رقم 1.96.132 صادر في 18 من جمادى الأولى 1417
(2 أكتوبر 1996) بتعيين رئيس مجلس الجهة الشمالية الغربية
لهيئة المهندسين المعماريين الوطنية.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على القانون رقم 016.89 المتعلق بمزاولة مهنة الهندسة المعمارية
وإحداث هيئة المهندسين المعماريين الوطنية الصادر بتنفيذه
الظهير الشريف رقم 1.92.122 بتاريخ 22 من ربيع الأول 1414
(10 سبتمبر 1993) ولاسيما الفصل 64 منه .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

المادة الأولى

يعين السيد عبد السلام كريم الله رئيسا لمجلس الجهة الشمالية الغربية
لهيئة المهندسين المعماريين الوطنية.

المادة الثانية

ينشر ظهيرنا الشريف هذا في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 18 من جمادى الأولى 1417 (2 أكتوبر 1996).

وقعه بالمطف :

الوزير الأول .

الإمضاء : عبد اللطيف الفيلالي.

قرار مشترك لوزير الأشغال العمومية ووزير المالية والاستثمارات
الخارجية رقم 2497.96 الصادر في 23 من رجب 1417
(5 ديسمبر 1996) بتحديد أسعار الأجرة عن الخدمات المقدمة
من قبل وزارة الأشغال العمومية فيما يرجع لبحث الطلبات
المتعلقة بمنح أو تجديد أو تغيير أو تحويل الترخيص بالاحتلال
المؤقت للأماكن العامة.

وزير الأشغال العمومية :

ووزير المالية والاستثمارات الخارجية ،

بناء على المرسوم رقم 2.96.290 الصادر في 13 من صفر 1417
(30 يونيو 1996) بإحداث أجرة عن الخدمات المقدمة من قبل وزارة
الأشغال العمومية فيما يرجع لبحث الطلبات المتعلقة بمنح أو تجديد
أو تغيير أو تحويل للترخيص بالاحتلال المؤقت للأماكن العامة .

قررا ما يلي :

المادة الأولى

تحدد أسعار الأجرة المحدثة بموجب المرسوم رقم 2.96.290
الصادر في 13 من صفر 1417 (30 يونيو 1996) في 1000 درهم
عن كل طلب إذا كانت المساحة المطلوبة تقل أو تساوي 1000 متر مربع
أو متر طولي ، وإضافة 500 درهم عن كل شطر إضافي يقل أو يساوي
1000 متر مربع أو متر طولي.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 23 من رجب 1417 (5 ديسمبر 1996).

وزير الأشغال العمومية ، وزير المالية والاستثمارات الخارجية ،
الإمضاء : عبد العزيز مزيان بلقفة .
الإمضاء : محمد القباچ .

Arrêté conjoint du ministre des travaux publics et du ministre des finances et des investissements du 12 août 1997, relatifs a la détermination de la redevance due pour l'occupation temporaire du domaine public (texte en arabe)

الربط في 1.2 أغسطس 1997

المملكة المغربية
وزارة الأشغال العمومية
مديرية الشؤون الإدارية
والقانونية

م.ش.إ.ق. 32/799

قرار مشترك
لوزير الأشغال العمومية
ووزير المالية والاستثمارات الخارجية
بشأن تحديد الاتاوة المستحقة عن الاحتلال المؤقت للملك العام

وزير الأشغال العمومية ووزير المالية والاستثمارات الخارجية،

- بناء على ظهير فاتح يوليوز 1914 بشأن الملك العام للدولة، حسبما وقع تغييره أو تميمه،
- بناء على ظهير 30 نونبر 1918 بشأن الاحتلال المؤقت للملك العام للدولة، حسبما وقع تغييره أو

تتميمه،

- بناء على ظهير 18 شتنبر 1972 بشأن القانون التنظيمي للمالية،
- بناء على المرسوم الملكي بتاريخ 21 أبريل 1967، بشأن تطبيق مقتضيات القانون التنظيمي للمالية.

قروا ما يلي:

المادة الأولى: ابتداء من فاتح يوليوز 1997 تطبق الاتاوة المنصوص عليها في الجداول المرفقة بأصل هذا القرار
وإبتداء من نفس التاريخ يلغى العمل بالقرار المشترك رقم 583/1332 بتاريخ 8 أبريل 1992.

الملك العام البحري

جدول الإتاوة

1.

الإتاوة بالدرهم	أساس الحساب	النشاط
		محللات الإصطيال :
16	م ²	- الشواطئ المصنفة
10	م ²	- باقي الشواطئ
		المركبات السياحية والإستجمامية
10	م ²	- على واد بو رفراق
15	م ²	- كورنيش عين الذئاب
8	م ²	- الشواطئ المصنفة
4	م ²	- باقي الشواطئ
		المنشآت التجارية والشاطئية
26	م ²	- محلات بيع الثلجات والمأكولات الخفيفة
8	م ²	- محلات لكرء المعدات اللازمة للرياضة البحرية
4	م ²	- محلات لكرء الخيام
4	م ²	- رشاشات عمومية
15	م ²	- محلات الميكانيك
10	م ²	- الميزان
12	م ²	- مستودعات الصيادين
12	م ²	- مراكز تخزين الوقود

الملك العام البحري

جدول الإتاوة

.2

الإتاوة بالدرهم	أساس الحساب	النشاط
		منشآت صناعية
10	م ²	- عطات لضخ أرجلب ماء البحر
5	م ط	- وضع قنوات لعبور الملك العام البحري
25	م ²	- وضع آليات لإستخراج أو تفتيت المواد
15	م ²	- مصانع و معامل
20	م ²	- إستيداعات مختلفة
1 300	هكتار	المنالج
3 000	هكتار	استغلال بحيرات تربية الحمار و الأصداف و الأسماك و فواكه البحر
		استخراج المواد
10	3م	- استخراج الرمال القعرية عن طريق الجرف
20	3م	- إستخراج الرمال الشاطئية:
20	3م	* من شاطئ سيدي دنيان (أسفي)
50	3م	* من شاطئ بريس (طنجة)
10	3م	* باقي الشواطئ
		- استخراج المواد الأخرى
الإتاوة المدنية لا تقل عن 800 درهم		

المملك العام المينائي
الموانئ التي لا يتدخل فيها مكتب إستغلال الموانئ
جدول الإقارة
1.

بالدرهم	الإقارة		النشاط
	أرض مبنية	أرض عارية	
			إستيداعات و مخازن
30	20	م ²	- مخازن لوضع عتاد و لوازم الصيد
30	20	م ²	- مرآب لإستيعاب مراكب الصيد
30	20 -	م ²	- مخازن للبضائع و المواد
30	20	م ²	- مركز تخزين الوقود بالفناطيس
-	12	م ²	- <u>إستيداع مسلع مختلفة :</u>
-	8	م ²	* بأراضي مجهزة
			معامل و أوراش بحرية
30	16	م ²	- معمل لصنع و إصلاح صناديق السمك
35	18	م ²	- معمل لصنع و إصلاح قوارب و مراكب الصيد
50	25	م ²	- حوض ترميم السفن
50	25	م ²	- معمل لصنع و إصلاح شبك الصيد
20	10	م ²	- معمل التبريد
20	10	م ²	- معمل صنع الثلج
50	25 -	م ²	- معمل تحويل و تصبير صنع السمك
50	25	م ²	- معمل و أوراش بحرية مختلفة
			مكاتب و إدارات
-	200	م ²	- أبنك
30	20	م ²	- مكاتب و شبابيك

الملك العام البنياني
المواني التي لا يتدخل فيها مكتب إستغلال المواني

.2.

بالدرهم	الإتاوة		أساس احتساب الإتاوة	النشاط
	أرض مبنية	أرض عارية		
				محلات تجارية
100	60	م ²		- متاجر لبيع أدوات الصيد
100	60	م ²		- متاجر لبيع المواد الغذائية
40	20	م ²		- أسواق السمك
200	100	م ²		- أكشاك بيع التبغ
40	25	م ²		- محلات للصيادين
	-			- مقاهي و مطاعم:
100	50	م ²		* أقل من 50م ²
150	75	م ²		* من 51 إلى 100م ²
200	100	م ²		* أكثر من 100م ²
-	50	م ²		- محطات توزيع الوقود
				أنشطة مختلفة
-	3	م ط		- مد أنابيب و قنوات
-	20	م ²		- ممرات لجر السفن
-	15	م ط		- السكك الحديدية
-	12	م ²		- الميزان
				- مضخات:
-	30	م ²		* السكك
-	6	م ²		* جلب الماء
				نوادي بحرية
-	10	م ²		- أنشطة رياضية بحرية
-	100	م ²		- مقاهي و مطاعم
40	10	م ²		مناطق خارج الحزام الجمركي
الإتاوة البلدية لا تقل عن 800 درهم				

الملك العام الطرقي

جدول الإتارة

1.

بالدرهم	الإتارة		النشاط
	أرض مبنية	أرض عارية	
		أساس احتساب الإتارة	مداخل محطات توزيع الوقود و وقوف السيارات و مختلف المحلات التجارية :
-	15	م ²	- من الطرق الوطنية
-	10	م ²	- من الطرق الجهوية
-	8	م ²	- من الطرق الإقليمية
-	6	م ²	- من الطرق غير المصنفة
			مد القنوات و المنشآت
			- عبر أو فوق:
-	30	م ط	* الطرق الوطنية
-	25	م ط	* الطرق الجهوية
-	20	م ط	* الطرق الإقليمية
-	10	م ط	* الطرق غير المصنفة
-	0,50	م ط	- على جوانب الطرق العمومية أرضا أو حوا
-	30	م ط	- مستندة على منشآت عمومية
			مد قنوات أو منشآت عبر أو فوق أو تحت الطرق العمومية من طرف المؤسسات العمومية أو الجماعات المحلية أو الوكالات المستقلة
	1 000	كلم يحتسب كل جزء من الكيلومتر كومترا كاملا	
	500	م ² يتم احتساب الإتارة على أساس مساحة اللوحة الإشهارية	نصب اللوحات الإشهارية داخل باحات الإسراحة ومحطات توزيع الوقود

الملك العام الطرقي

جدول الإتاوة

2.

بالدرهم	الإتاوة		أساس احتساب الإتاوة	النشاط
	أرض مبنية	أرض عارية		
-	30	م ط	استغلال جنبات الطرق لإقامة أسوار مبنية أو نباتية	
-	25	م ط	- على الطرق الوطنية	
-	20	م ط	- على الطرق الجهوية	
-	15	م ط	- على الطرق الإقليمية	
-	10	م ط	- على الطرق غير المصنفة	
-	10	م ط	استخراج المواد من المقالع التابعة للملك العام	
-	5	م ط	استغلال أراضي تابعة للملك العام	
-	2	م ط	- أرض مبنية	
-	0,50	م ط	- أرض عارية : * إلى حدود 500 م ² * ما فوق 500 م ²	
الإتاوة البلدية لا تقل عن 800 درهم				

الملحق رقم 1

ملاحظات	نوع الإحتلال
(1) تبقى لوزارة الأشغال العمومية باتفاق مع وزارة المالية والإستثمارات اأخارجية صلاحية تقدير الإتاوة المستحقة عن الإحتلال الموقت للملك العام عن الأنواع غير الواردة في هذا الجدول.	إحتلالات غير مذكورة في الجدول (1)
(2) كل المنظمات النقابية والثقافية والإجتماعية تستفيد من تخفيض نسبه 50% من الإتاوة المطبقة على الخواص والمذكورة في الجدول.	إحتلالات من طرف منظمات نقابية وثقافية واجتماعية(2)
(3) تطبق الإتاوة على أساس المساحة التي يشغلها كل طابق على حدة بالنسبة للخواص.	إقامة أبنية من عدة طوابق (3)
(4) تطبق الإتاوة على أساس أن المنشآت مبنية من طرف الإدارة تطبيقا للفصل السادس من ظهير 30 نونبر 1918 المتعلق بالإحتلال الموقت للملك العام.	تحويل الرخصة بدون الحصول على الموافقة المسبقة للإدارة (4)
(5) يمكن للمأذون له الحصول على تخفيض في الإتاوة الحالية بنسبة لا تتعدى 50% بعد حصوله على موافقة السلطات الإدارية المعنية و يشترط لزوما أن يكسي المشروع أهمية إقتصادية خاصة (خلق فرص الشغل، محاربة التلوث ، نقل تكنولوجيا حديثة...) وتتأتى الإستفادة بعد صدور قرار مشترك لوزير الأشغال العمومية ووزير المالية والإستثمارات اأخارجية.	الإحتلالات التي تكسي أهمية إقتصادية خاصة (5)
(6) تحتفظ وزارة الأشغال العمومية بحق الترخيص عن طريق المزايدة كما تحتفظ بحق الترخيص بإتاوة تفوق الإتاوة المحددة في الجدول باتفاق مع وزارة المالية والإستثمارات اأخارجية.	الرفع من مبلغ الإتاوة لبعض الإحتلالات(6)

الملحق رقم 2
الشواطئ الكثيرة الإقبال

الحدود	الشواطئ	الإقليم أو الولاية
بلدية الحسيمة دائرة أجدير	الحسيمة أمزورن	(1) الحسيمة
مركز مرتيل دائرة المضيق دائرة بن قريش مركز مرتيل دائرة المضيق قيادة الفندق دائرة بن قريش دائرة المضيق	مرتيل المضيق أزلا كابونيكرو رستينكا القصر الصغير أمسا واد أسمر	(2) تطوان
بلدية طنجة قيادة ملوسة " " " " قيادة اكرناية بلدية أصيلة	طنجة القصر الصغير الأميرالات سيدي قنقوش مغارة هرقل أصيلة	(3) طنجة
بلدية العرائش	رأس الرمان	(4) العرائش
قيادة عرباوة قيادة للاميمونة مركز مهدية	عين الحمل مولاي بوسلهام مهدية	(5) القنيطرة
قيادة بوقنادل بلدية سلا	الأمم. سلا	(6) سلا سلا
بلدية الرباط	الرباط	(7) الرباط
	على امتداد شواطئ العمالة	(8) تمارة - الصخيرات
	على امتداد شواطئ الإقليم	(9) بن سليمان

		على امتداد شواطئ الولاية	(10) ولاية الدار البيضاء الكبرى
بلدية أزموور	بلدية الجديدة	الحوزية	(11) الجديدة
جماعة مولاي عبد الله	قيادة الوالدية	سيدي بوزيد	
جماعة أولاد عيسى		سيدي عابد	
مدينة آسفي		آسفي	(12) آسفي
جماعة التابت		الصويرة القديمة	(13) الصويرة
بلدية أكادير	جماعة تامرسي	أكادير	(14) أكادير
قيادة بيوكرة		تاغزوت	
مركز السعيدية		تقنيت	
		السعيدية	(15) وجدة

المادة الثانية: يعهد بتنفيذ هذا القرار الى مدير الشؤون الادارية والقانونية، مدير الطرق والسير على الطرق، مدير الموانئ والملك العم فبحري، مدير مينائي الدار البيضاء والمحمدية بوزارة الاشغال العمومية وإلى مدير الاملاك المخزنية بوزارة مالية والاستثمارات الخارجية كل واحد فيما يخصه.

الرباط، في

وزير المالية والاستثمارات الخارجية

وزير المالية والاستثمارات
الخارجية
محمد القبيج

وزير الاشغال العمومية

وزير الاشغال العمومية
عبد العزيز مزور حقي

8 juin 1998 Circulaire conjointe du Ministre d'Etat à l'Intérieur et du Ministre de l'Equipement n° 84 du 8 juin 1998 relative à la gestion et la protection des plages de baignade par les Communes

8 juin 1998

Circulaire conjointe du Ministre d'Etat à l'Intérieur et du Ministre de l'Equipeement n° 84 du 8 juin 1998 relative à la gestion et la protection des plages de baignade par les Communes

Le littoral marocain qui s'étend sur plus de 3.000 Km de plages, constitue un espace économique et social qui connaît une grande affluence particulièrement pendant la période estivale, et autour duquel se concentre un grand nombre d'activités touristiques et économiques,.

En tant que domaine public de l'Etat, les plages sont affectées à l'usage direct et collectif du public. Chacun peut y circuler et s'y promener librement, s'y baigner gratuitement, sous réserve de respecter les prescriptions de la police administrative visant la protection et la préservation de ces plages.

Or, on constate que celles-ci connaissent de plus en plus de cas de pollution, et une prolifération d'activités industrielles et commerciales hétérogènes, ce qui porte atteinte à l'esthétique des côtes, à la santé des citoyens, et à l'équilibre écologique et au développement économique et social du littoral.

Les contrôles réguliers de la qualité de l'eau et des sables, notamment ceux réalisés depuis 1993 par les Services du Département de l'Equipeement, démontrent que la plupart des plages contrôlées n'atteignent pas le degré de la qualité requise. Bien plus, la plupart d'entre elles se dégrade d'une année à l'autre, en particulier, celles qui se trouvent à proximité des points de rejets des eaux usées renversées dans la mer sans traitement préalable.

Ainsi, conformément aux Hautes Directives contenues dans la Lettre Royale adressée à Monsieur le Ministre d'Etat à l'Intérieur en date du 30 août 1966 au sujet de la nécessaire participation des communes par tous les moyens matériels et humains et la mobilisation de la population dans des campagnes permanentes en vue d'assurer la propreté des villes, et leurs périphéries ;

Et dans le cadre du renforcement de la décentralisation administrative qui implique la responsabilité des communes en matière de gestion des services publics et de sécurité et salubrité publiques, il a été décidé de mettre à la disposition des communes, pour une période renouvelable et moyennant une redevance annuelle à verser à l'Etat, les plages ouvertes à la

baignade ainsi que leurs annexes, à charge pour ces communes de les gérer, d'y établir les installations nécessaires, de veiller à leur propreté, et d'assurer la tranquillité et la salubrité des estivants, et ce conformément aux conditions ci-après :

Mise des plages à la disposition des communes :

Les plages ouvertes au public seront mises à la disposition des communes en vertu d'arrêtés du ministre de l'Agriculture, de l'Équipement et de l'Environnement (Département de l'Équipement).

Cette mise à disposition confèrera aux communes la gestion directe des plages sises dans leur ressort territorial, y compris le droit d'accorder aux particuliers des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Affectation de 70% de la superficie totale de la plage aux utilisations collectives à titre gratuit ;
- Affectation des 30% de la superficie restante de la plage aux activités commerciales et économiques à autoriser par la commune moyennant une redevance annuelle à son profit ;
- Réalisation par la commune concernée, des équipements et installations mentionnés dans le cahier des charges annexé à la présente circulaire.

L'arrêté de mise à disposition sus-mentionné, pris conformément aux dispositions du dahir du 30 novembre 1918 sur les occupations temporaires, précise notamment :

- la situation, les limites et la superficie de la plage ;
- la partie de la plage réservée aux activités économiques et commerciales (utilisation soumise à redevance) ;
- la partie de la plage réservée à l'estivage (utilisation gratuite) ;
- les accès publics à la plage ;
- la nature des activités commerciales et de loisirs dont l'exercice est autorisé dans la plage ;
- la nature, le nombre et l'emplacement des équipements et des infrastructures sanitaires ;
- la redevance annuelle due par la commune, à verser à la Trésorerie Générale (50% de la redevance fixée pour les plages ouvertes à l'estivage par arrêté conjoint du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances et des Investissements Extérieurs n° 799, du 12 août 1997) ;

- la durée de mise à disposition du domaine public ;
- l'emplacement des équipes de secours et de leurs équipements (protection civile, croissant rouge,...) ;
- les postes de sécurité (police, gendarmerie,...) et leur emplacement.

Un plan de situation qui sera joint à l'arrêté de mise à disposition indiquera l'emplacement des différents équipements et infrastructures sus-mentionnés, et un cahier de charges annexé audit arrêté, définira les droits et les obligations respectifs de la commune et de l'Etat.

Dans la limite de la durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire, les Communes peuvent céder leurs droits, inhérents à la mise à disposition, à des organismes publics ou privés qui se substitueraient à elles pour tous leurs droits et obligations, étant entendu que la Commune demeure seule responsable vis-à-vis de l'Etat quant à ses engagements relatifs à la réalisation, des installations et la préservation de la qualité et de la propreté de la plage.

II- Mise des plages publiques à la disposition d'organismes publics ou privés

Au cas où la Commune s'abstiendrait ou n'est pas capable de prendre en charge les missions sus-mentionnées, l'Administration lance un appel d'offres pour choisir l'organisme, public ou privé, qui se substituera à la Commune dans les mêmes conditions que celles citées plus-haut.

III- Constitution d'une Commission Provinciale de suivi :

Il est créé une Commission Provinciale de Suivi chargée de superviser la conformité des plages aux utilisations publiques. Cette Commission, placée sous la Présidence de Messieurs les Walis et Gouverneurs a pour attributions suivantes :

- de proposer les plages à mettre à la disposition des communes ;
- de proposer l'ouverture ou la fermeture des plages au public ;
- de veiller au contrôle permanent des plages et d'en établir ces rapports périodiques ;
- de proposer les mesures nécessaires pour la préservation de la santé et de la sécurité des ;

- de veiller au respect des prescriptions du cahier des charges ;
- d'émettre des avis sur les demandes des organismes publics ou privés tendant à l'exercice des missions confiées aux communes en matière de gestion des plages (cas de l'appel d'offres) ;
- d'organiser des campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens et les estivants à préserver la propreté et d'esthétique de la plage ;
- d'émettre des avis sur les demandes formulées par les particuliers tendant à l'occupation temporaire du domaine public maritime mis à la disposition des communes ;
- de suivre la réalisation des projets programmés et l'entretien des plages.

La Commission Provinciale de suivi comprend les représentants des Administrations suivantes :

- l'autorité Locale -Président ;
- les communes concernées ;
- le Département de l'Equipement ;
- le Département de l'Environnement ;
- le Département de la Santé Publique ;
- le Département du Tourisme ;
- la Protection Civile.

Monsieur Le Wali ou Le Gouverneur peut associer aux travaux de la Commission toute personne dont la compétence ou la spécialité peuvent enrichir les débats et travaux de la Commission.

Il y a lieu de signaler à cet égard que les compétences dévolues à la commission précitée ne concernent que les plages mises officiellement à la disposition des communes ou des organismes publics ou privés, conformément à la procédure sus-mentionnée.

Aussi, est-il demandé à Messieurs les Walis et Gouverneurs de réunir les Commissions précitées dans les meilleurs délais pour choisir les plages à mettre à la disposition des communes (à l'exception des plages déjà autorisées directement aux privés par le Département de l'Equipement), et de constituer le dossier de mise à disposition qui doit comprendre les pièces suivantes :

- la demande de la collectivité locale ;
- le procès verbal de l'accord de la commission provinciale ;
- le cahier des charges après sa finalisation, signé par la commune et après son approbation par les autorités de tutelle ;
- le plan parcellaire de la plage indiquant la zone réservée à l'usage public et celle réservée aux activités commerciales et économiques, ainsi que les différentes infrastructures projetées ;
- l'engagement de la commune à acquitter la redevance domaniale à l'Etat.

Monsieur le Wali ou Gouverneur transmettra ce dossier au Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement et de l'Environnement (Département de l'Équipement) pour établir l'arrêté définitif de mise à disposition.

Enfin, Messieurs les Walis et Gouverneurs de SA MAJESTE LE ROI dans les Wilayas, Préfectures et Provinces sont invités à veiller à la bonne exécution des présentes dispositions, au suivi de leur mise en oeuvre en liaison avec les Communes concernées, à la programmation des crédits nécessaires dans les budgets des communes concernées, et à prendre toutes les dispositions légales qui s'imposent en cas de non respect par les communes de leurs engagements.

Décret n° 2-96-290 du 13 safar 1417 (30 juin 1996) Instituant une rémunération des services rendus par le ministère des travaux publics à l'occasion de l'instruction des demandes d'octroi, de renouvellement, de modification ou de transfert des autorisations d'occupation temporaire du domaine public(B.O n° 4391 bis du 14 safar I 1417 (1 juillet 1996).

ART. 2. - Le ministre des affaires étrangères et de la coopération et le ministre des finances et des investissements extérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel* et prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1996.

Fait à Rabat, le 13 safar 1417 (30 juin 1996).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreseing :

Le ministre des affaires étrangères et de la coopération,

ABDELLATIF FILALI.

Le ministre des finances et des investissements extérieurs,

MOHAMMED KABBAJ.

*
* *

Tarif des droits de chancellerie

NUMÉRO ARTICLES	NATURE DES ACTES ET DES FORMALITÉS	DROITS (EN DIRHAMS)	
		A	B
Chapitre III <i>Etat civil et nationalité</i>			
19	Inscription, transcription, annotation marginale d'acte de naissance et de décès.....	20	
20	Extraits d'actes de naissance et décès.....	20	
21	Délivrance de livret d'identité et d'état civil.....	100	
22	Option de nationalité.....	20	
22 bis	Autres actes.....	20	
Chapitre V <i>Passeports, laissez-passer, cartes d'identité et immatriculation</i>			
26	Etablissement de passeport.....		
31 bis	Etablissement ou renouvellement de carte d'identité nationale..... - Il sera exigé pour l'établissement ou le renouvellement de la carte d'identité nationale un droit supplémentaire de chancellerie..	30	
32	Inscription.....	30	
Chapitre VII <i>Légalisation et certification de date</i>			
A. - Au niveau des missions diplomatiques et des postes consulaires			

NUMÉRO ARTICLES	NATURE DES ACTES ET DES FORMALITÉS	DROITS (EN DIRHAMS)	
		A	B
39	Légalisation de signature de l'autorité qui a établi l'acte. Un seul droit est perçu sur l'acte principal et jusqu'à concurrence de deux copies supplémentaires..... Au-delà et par copie supplémentaire.....	40	80
40	Légalisation de signature privée : a) sur acte de procuration..... b) de toute autre pièce ou de sa traduction..... c) d'une procuration de mariage..... d) d'une procuration en vue de divorce (Kholâ) ou de répudiation.....	40 40 40 120	80 80 80 240
41	Légalisation de signature sur acte de nature commerciale : a) sur bilan des sociétés étrangères possédant des succursales ou filiales au Maroc..... b) autres légalisations non spécifiées : - pour l'original et deux copies..... - par copie supplémentaire.....	200 120 40	200 240 80
42	Certificat de date : a) sur documents commerciaux ou relatifs à des avoirs : sur le montant desdits avoirs..... b) dans les autres cas.....	0,50/1000 40	0,50/1000 40
42 bis	B. - Au niveau du service central du ministère des affaires étrangères et de la coopération. Légalisation de signature.....	20	40
Chapitre VIII <i>(La suite sans changement.)</i>			

Décret n° 2-96-290 du 13 safar 1417 (30 juin 1996) instituant une rémunération des services rendus par le ministère des travaux publics à l'occasion de l'instruction des demandes d'octroi, de renouvellement, de modification ou de transfert des autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-72-260 du 9 chaabane 1392 (18 septembre 1972) portant loi organique des finances, notamment son article 17 ;

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 relatif au domaine public ;

Vu le décret n° 2-94-724 du 17 jourmada II 1415 (21 novembre 1994) fixant les attributions et l'organisation du ministère des travaux publics ;

Sur proposition du ministre des travaux publics et du ministre des finances et des investissements extérieurs ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 15 hija 1416 (4 mai 1996),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. - Est instituée une rémunération au titre des prestations des services rendus par le ministère des travaux publics à l'occasion de l'instruction des demandes d'octroi, de renouvellement, de modification ou de transfert des autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

ART. 2. - Les tarifs des services visés à l'article premier ci-dessus sont fixés par arrêté conjoint du ministre des finances et des investissements extérieurs et du ministre des travaux publics.

La perception des rémunérations visées à l'article premier ci-dessus est assurée par les comptables du Trésor.

ART. 3. - Le ministre des finances et des investissements extérieurs et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 13 safar 1417 (30 juin 1996).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreséing :
Le ministre des finances
et des investissements extérieurs,
MOHAMMED KABBAJ.
Le ministre des travaux publics,
ABDELAZIZ MEZIANE BELFKIH.

Décret n° 2-96-291 du 13 safar 1417 (30 juin 1996) fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public mis à la disposition de l'Office national des aéroports.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 20 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997 promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996) ;

Vu l'article 3 de la loi n° 25-79 promulguée par le dahir n° 1-80-350 du 11 rejeb 1402 (6 mai 1982) telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 14-89 transformant l'Office des aéroports de Casablanca en Office national des aéroports promulguée par le dahir n° 1-89-237 du 1^{er} jourmada II 1410 (30 décembre 1989) ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs, du ministre des travaux publics et du ministre des transports ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 15 hija 1416 (4 mai 1996),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. - Est fixé à quarante millions (40.000.000) de dirhams le montant de la redevance pour occupation du domaine public mis à la disposition de l'Office national des aéroports, prévue par l'article 20 de la loi de finances susvisée.

ART. 2. - Le ministre des finances et des investissements extérieurs, le ministre des travaux publics et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel* et prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1996.

Fait à Rabat, le 13 safar 1417 (30 juin 1996).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreséing :
Le ministre des finances
et des investissements extérieurs,
MOHAMMED KABBAJ.
Le ministre des travaux publics,
ABDELAZIZ MEZIANE BELFKIH.
Le ministre des transports,
SAID AMASKANE.

Décret n° 2-96-292 du 13 safar 1417 (30 juin 1996) fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public mis à la disposition de l'Office national des postes et télécommunications.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 20 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997 promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-84-8 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) instituant l'Office national des postes et télécommunications, notamment son article 14 ;

Sur proposition du ministre des finances et des investissements extérieurs, du ministre des travaux publics et du ministre des postes et télécommunications ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 15 hija 1416 (4 mai 1996),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. - Est fixé à cent millions (100.000.000) de dirhams, le montant de la redevance pour occupation du domaine public mis à la disposition de l'Office national des postes et télécommunications, prévue par l'article 20 de la loi de finances susvisée.

ART. 2. - Le ministre des finances et des investissements extérieurs, le ministre des travaux publics et le ministre des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel* et prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1996.

Fait à Rabat, le 13 safar 1417 (30 juin 1996).

ABDELLATIF FILALI.

Pour contreséing :
Le ministre des finances
et des investissements extérieurs,
MOHAMMED KABBAJ.
Le ministre des travaux publics,
ABDELAZIZ MEZIANE BELFKIH.
Le ministre des postes
et télécommunications,
HAMZA KETTANI.

Dahir du 7 chaâban 1332 (1er juillet 1914) concernant le Domaine public tel qu'il a été modifié et complété

EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	MAROC	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :
 A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Gouvernement Chérifien, à Paris
 et dans tous les bureaux de postes.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

EDITION FRANÇAISE
Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le Trésorier Général du Protectorat.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires et légales	la ligne de 24 lettres, corps 8	0.30
Sur 4 colonnes :		
Annonces et avis divers	les 10 1 ^{re} lignes, la ligne. —	0.50
	les suivantes	0.40
Annonces réclames	la ligne.	0.65

Pour les annonces importantes, les conditions sont traitées de gré à gré.
 Réduction pour les annonces et réclames renouvelées.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE :

	PAGES
1. — Dahir sur le Domaine public dans la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien	529
2. — Arrêté viziriel portant ouverture d'un Concours pour six postes de Rédacteurs stagiaires du Personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien - Avis de concours pour l'emploi de Rédacteur stagiaire au Maroc (3 ^e Arts)	530
3. — Arrêté résidentiel constituant une Chambre d'Agriculture à Rabat.	535
4. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre d'Agriculture de Rabat.	536
5. — Arrêté résidentiel relatif à la Chambre de Commerce de Rabat	536
6. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre de Commerce de Rabat.	537
7. — Arrêté résidentiel portant nomination des Membres de la Chambre française de Commerce, d'Industrie, et d'Agriculture de Casablanca	537
8. — Arrêté résidentiel portant promotions et classements dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements du Maroc occidental.	538
9. — Arrêté résidentiel portant promotions dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements du Maroc occidental	538
10. — Arrêté résidentiel portant nomination d'un Inspecteur Général des Services Civils.	538
11. — Arrangement entre le Gouvernement Ottoman et l'Ambassade de France à Constantinople pour la protection des Sujets Chérifiens originaires de la zone du Protectorat Français	539
12. — Circulaire du Grand Vizir aux Cadis des villes et des ports et aux Cadis indépendants au sujet des transactions immobilières dans les zones d'insécurité	539
13. — Circulaire du Grand Vizir aux Gouverneurs des villes et des ports et aux Cadis de la Région Chaouia, du Gharb et du Cercle du Sebou au sujet des transactions immobilières dans les zones d'insécurité.	539
14. — Extraits du « Journal Officiel » de la République Française.	540

PARTIE NON OFFICIELLE :

15. — Situation politique et militaire du Maroc à la date du 4 Juillet 1914.	542
16. — Informations du Service des Etudes et Renseignements économiques	542
17. — Direction des Travaux Publics : Avis au sujet de la construction des ports à remorqueurs et barcasses de Mazagan et Mogador; Service des Mines	546
18. — Direction du Service de la Santé et de l'Assistance publiques : Etat du Service de la Santé et de l'Assistance publiques du Protectorat et considérations sur l'Epidémiologie marocaine à la fin de l'année 1913.	547

19. — Service de l'Agriculture : Circonscriptions vétérinaires sanitaires du Service Zootechnique et des Epizooties	561
20. — Service des Domaines (Mois de Juin 1914)	562
21. — Nouvelles et Informations	563
22. — Annonces et Avis divers	563

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR

sur le Domaine public dans la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Seeau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il existe, dans Notre Empire, comme, d'ailleurs, dans tous les autres Etats, une catégorie de biens qui ne peuvent être possédés privativement parce qu'ils sont à l'usage de tous, et dont l'administration appartient à l'Etat tuteur de la communauté ;

Considérant que le caractère inaliénable de ces biens qui constituent le domaine public de l'Etat a été rappelé au paragraphe 1 de la circulaire de Notre Grand Vizir insérée au Bulletin Officiel du 1^{er} Novembre 1912 ;

Considérant qu'il importe de préciser la nature et la situation juridique des biens restant dans le domaine public ainsi que les règles qui président à leur gestion ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Font partie du domaine public au Maroc :

a) le rivage de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de 6 mètres mesurée à partir de cette limite ;

b) les rades, ports, havres et leurs dépendances ;

c) les phares, fanaux, balises et généralement tous les ouvrages destinés à l'éclairage et au balisage des côtes et leurs dépendances ;

d) les cours d'eau de toute nature et les sources qui leur donnent naissance ;

e) les puits artésiens jaillissants ; les puits et abreuvoirs publics ;

f) les lacs, étangs, lagunes et marais salants ;

g) les canaux de navigation, d'irrigation ou de dessèchement exécutés comme travaux publics ;

h) les digues, barrages, aqueducs, canalisations et autres ouvrages exécutés comme travaux publics en vue de la défense des terres contre les eaux, de l'alimentation des centres urbains ou de l'utilisation des forces hydrauliques ;

i) les routes, rues, chemins et pistes, les chemins de fer ou tramways, les ponts et généralement les voies de communication de toute nature à l'usage du public ;

j) les lignes télégraphiques et téléphoniques, les pylônes de la télégraphie sans fil ;

k) tous les ouvrages de défense et de fortification des places de guerre ou des postes militaires et leurs dépendances ;

Et, en général, toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne peuvent être possédés privativement comme étant à l'usage de tous.

ART. 2. — Sont maintenus les droits de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur le domaine public antérieurement à la publication du présent Dahir.

Les propriétaires ou usagers qui, soit à la suite du présent Dahir, soit à la suite d'un Arrêté de délimitation dans le cas prévu à l'article 7, ont établi, devant l'Administration ou les tribunaux compétents, l'existence de ces droits, ne peuvent être dépossédés que par la voie de l'expropriation.

ART. 3. — Toute propriété privée est soumise aux servitudes de passage, d'implantation d'appui et de circulation nécessaires pour l'établissement, l'entretien et l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques, des pylônes de la télégraphie sans fil et des conducteurs d'énergie électrique compris dans le domaine public.

ART. 4. — Le domaine public est inaliénable et imprescriptible.

ART. 5. — Toutefois, les portions du domaine public qui seraient reconnues sans utilité pour les besoins publics pourront être déclassées par Arrêté du Grand Vizir rendu sur la proposition du Directeur Général des Travaux Publics et feront retour au domaine privé de l'Etat.

ART. 6. — En vertu d'une délégation permanente, le domaine public est administré par le Directeur Général des Travaux Publics ou par les agents de l'Etat désignés à cet effet par Dahir.

Tout acte d'administration comportant occupation ou amodiation du domaine public devra être préalablement revêtu du contreseing du Directeur Général des Services Financiers.

ART. 7. — Les limites du domaine public sont déterminées, quand il y a lieu, par Arrêté viziriel rendu après enquête publique sur la proposition du Directeur Général des Travaux Publics.

Pendant une durée de six mois à dater de la promulgation de l'Arrêté de délimitation, sont recevables les revendications des tiers fondées sur l'existence de droits de propriété ou d'usage antérieurs au présent Dahir et maintenus par l'article 2 ci-dessus. Pour chaque portion du domaine public délimitée, il est dressé un sommaire mentionnant exclusivement les droits de cette nature qui ont été admis par l'Administration dans le délai ci-dessus mentionné et ceux qui, signalés en temps utile, ont été reconnus dans la suite par l'autorité judiciaire.

Les réclamations des tiers fondées sur une fixation inexacte des limites du domaine public sont recevables dans le même délai.

ART. 8. — Les contestations relatives au domaine public ressortissent exclusivement de la juridiction des tribunaux français.

Fait à Rabat, le 7 Chaabane 1332.

(1^{er} Juillet 1914).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 3 Juillet 1914.

Le Commissaire Résident Général,
L'AUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

portant ouverture d'un Concours pour six postes de Rédacteurs stagiaires du Personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

(3^e Avis)

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) relatif au recrutement, à l'avancement et à la discipline du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien ;

Vu l'Arrêté viziriel du 26 Djoumada el Oula 1332 (22 avril 1914), instituant un concours pour le recrutement des Rédacteurs stagiaires du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien et le programme y annexé ;

Dahir du 10 Décembre 1999 complétant le Dahir du 30 Novembre 1918 sur les occupations temporaires du DPM (BO n° 4758 du 6 janvier 2000)

نصوص عامة

ظهير شريف رقم 1.99.326 صادر في 21 من رمضان 1420 (30 ديسمبر 1999) يتعلق بالمجلس الأعلى للإنتعاش الوطني والتخطيط

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله واهيه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :
بناء على الدستور ولا سيما الفصل 32 منه ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

المادة 1

ينظم المجلس الأعلى للإنتعاش الوطني والتخطيط المنصوص عليه في الفصل 32 من الدستور وفقا لأحكام ظهيرنا الشريف هذا .

المادة 2

يعمل المجلس الأعلى للإنتعاش الوطني والتخطيط بجانب جلاتنا الشريفة ويتولى جانبنا العالي بالله رئاسته .

يذهل الوزير الأول لرئاسة جلسات العمل التي يعقدها المجلس وله أن يفوض ذلك إلى سلطة حكومية أخرى .

المادة 3

تحيل جلاتنا الشريفة مشروع مخطط التنمية الاقتصادية والاجتماعية، قبل النظر فيه من لدن المجلس الوزاري، إلى المجلس الأعلى للإنتعاش الوطني والتخطيط قصد دراسته وإبداء الرأي فيه .

ويمكن كذلك أن يحيل إليه جانبنا الشريف كل مسألة تتعلق بالإنتعاش الوطني أو بمخطط التنمية الاقتصادية والاجتماعية .

المادة 4

يتألف المجلس الأعلى للإنتعاش الوطني والتخطيط من :

- الوزير الأول والوزراء ؛

- رئيس مجلس النواب ؛

- رئيس مجلس المستشارين ؛

- والي بنك المغرب ؛

- عضوين تعينهما كل لجنة من لجان مجلسي البرلمان من بين أعضائها ؛

- رئيس المجلس الأعلى للصناعات ؛

- رئيس المجلس الوطني للشباب والمستقبل ؛

- رؤساء مجالس الجهات ؛

- رؤساء مجالس العمالات والأقاليم ؛

- عضوين يعينان من لدن كل فدرالية من فدراليات غرف الصناعة والتجارة والخدمات وغرف الصناعة التقليدية وغرف الفلاحة وغرف الصيد البحري ؛

ظهير شريف رقم 1.99.296 صادر في فاتح رمضان 1420 (10 ديسمبر 1999) بتنفيذ القانون رقم 17.98 لتمم بموجبه الظهير الشريف الصادر في 24 من صفر 1337 (30 نوفمبر 1918) في شأن الاحتلال المؤقت للأملاك العمومية .

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله واهيه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :
بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 26 و 58 منه .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 17.98 لتمم بموجبه الظهير الشريف الصادر في 24 من صفر 1337 (30 نوفمبر 1918) في شأن الاحتلال المؤقت للأملاك العمومية كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين .

وحرر بالرباط في فاتح رمضان 1420 (10 ديسمبر 1999) .

رقم بالمطب :

الوزير الأول :

الإسماء : عبد الرحمن يوسف .

*

**

قانون رقم 17.98

يتم بموجبه الظهير الشريف الصادر في 24 من صفر 1337 (30 نوفمبر 1918) في شأن الاحتلال المؤقت للأملاك العمومية

مادة فريدة

يتم الفصل الأول من الظهير الشريف الصادر في 24 من صفر 1337 (30 نوفمبر 1918) في شأن الاحتلال المؤقت للأملاك العمومية بالفقرة الثانية التالية :

« الفصل الأول (الفقرة الثانية) . - غير أن الاحتلال المؤقت للقطع الأرضية التابعة للأملاك العمومية وللإلزام لإنتاج الغرض من منح امتياز مصلحة عامة أو امتياز لبناء منشأة عامة وصيانتها »
« واستغلالها يمكن أن يتم حسب الشروط المحددة في اتفاق منح الامتياز ونفتر التحصلات . »

**Dahir du 6 Août 1915 sur l'exercice des actions en justice
touchant le patrimoine de l'Etat (BO n° 148 du 23 Août 1915)**

Considérant que les Oukala el Ghiad sont chargés de gérer les biens des absents sous la surveillance du Cadi, et de remettre au Bit el Mal les héritages ou parts d'héritages auxquels l'ouverture de la succession des absents peut lui donner droit ;

Considérant que, dans la pratique des faits, les fonctions de Bou Mouareth et d'Oukil el Ghiab sont, le plus souvent remplies par le même fonctionnaire et qu'il y a intérêt à ce qu'il en soit ainsi ;

Considérant, d'autre part, que des crédits sont ou seront ouverts annuellement dans les Budgets municipaux pour faire face aux frais d'inhumation des musulmans indigents ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctions de Bou Mouareth et d'Oukil el Ghiab seront désormais cumulées dans tous les cas.

ART. 2. — Le Bou Mouareth dépendra :

1° Du Service des Domaines, pour tout ce qui concerne les droits de l'Etat dans les successions auxquelles il intervient comme « acéb » ;

2° Du Pacha ou Caïd de la ville, en ce qui concerne les dispositions à prendre pour l'inhumation des indigents musulmans, les frais de ces inhumations étant payés sur les crédits des Services Municipaux ;

3° Du Cadi, en ce qui concerne la gestion des biens des absents.

ART. 3. — Dès la promulgation du présent Dahir, les Bou Mouareth de Notre Empire Fortuné procéderont à la remise à Nos Oumana el Amlak contre décharge donnée par ces derniers de tous les biens meubles ou immeubles régulièrement dévolus à l'Etat, ainsi que toutes pièces et documents à l'appui.

ART. 4. — Dans les villes où les fonctions d'Oukil el Ghiab étaient encore distinctes de celles de Bou Mouareth, à l'apparition du présent Dahir, le Cadi assurera, dès sa promulgation, la remise par l'Oukil el Ghiab au Bou Mouareth de tout le service dont le premier de ces fonctionnaires était chargé.

Le Bou Mouareth remettra ensuite à l'Amin el Amlak la part de l'Etat au fur et à mesure de l'ouverture des successions d'absents où il est dévolutaire.

ART. 5. — Des dispositions de détail seront arrêtées ultérieurement par Notre Grand Vizir, sur la proposition des services intéressés, pour régler les rapports du Bou Mouareth avec les différentes autorités dont il relève.

Fait à Rabat, le 22 Ramadan 1333.
(4 août 1915).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 août 1915.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 6 AOÛT 1915
sur l'exercice des actions en justice touchant le patrimoine immobilier de l'Etat

LOUANGE A DIEU SEUL :

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Cadi de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Ten Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Dahir du 7 Chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le Domaine Public dans la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien ;

Vu la circulaire du 1^{er} novembre 1912 et le Dahir du 13 Chaabane 1332 (7 juillet 1914), portant réglementation de la transmission de la propriété immobilière ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 7 Rebia I^{er} 1333 (23 janvier 1915) sur la conservation des biens collectifs ;

Vu le Dahir organique du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles ; et les Dahir des 18, 19 et 22 Redjeb 1333 (1^{er}, 2 et 5 juin 1915), qui ont précisé les conditions d'application à une partie de Notre Empire,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Service des Domaines ou son délégué, a seul qualité pour intervenir, en ce qui concerne les intérêts du Domaine privé de l'Etat, dans les procédures d'immatriculation et pour ester en justice dans toutes les juridictions françaises ou musulmanes, sur ce qui concerne :

- a) Les immeubles maghzen situés dans les ports dans un rayon de dix kilomètres autour des ports ;
- b) Le Domaine forestier.

En ce qui concerne les immeubles maghzen situés dans les ports et la zone myriamétrique des ports, les mêmes attributions sont dévolues aux Délégués au Contrôle de la Dette, en conformité des dispositions de l'article 12 de l'accord du 9 Rebia I 1328 (21 mars 1910) conclu entre le Gouvernement Chérifien et le Gouvernement Français.

En ce qui concerne les forêts, les mêmes attributions sont conférées au Chef du Service des Forêts ou à son délégué.

ART. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics est investi des mêmes pouvoirs, conformément aux dispositions du Dahir du 7 Chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) pour ce qui concerne le Domaine public.

ART. 3. — Les dispositions de l'Arrêté Viziriel du 7 Rebia I 1333 (23 janvier 1915) confiant aux Cadi

aux Cafés et au Secrétaire Général du Gouvernement Chérifien la surveillance des biens collectifs et les habitant à ester en justice au nom des collectivités, sont confirmés.

Fait à Rabat, le 24 Ramadan 1333.
(6 août 1915).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 août 1915.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 10 AOUT 1915
sur les réquisitions à effectuer pour les besoins militaires

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Cafés de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il est de toute nécessité, pour assurer la défense éventuelle et la tranquillité de la zone française du Protectorat de l'Empire Chérifien, d'organiser, d'après des règles précises, le Service des Réquisitions militaires,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de réquisition s'applique à toutes les prestations nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnements de l'Armée. Ce droit appartient au Commandant des Forces Militaires du Protectorat, lequel pourra le subdéléguer aux Officiers et Fonctionnaires sous ses ordres, ainsi qu'aux Présidents de Commissions de Réception du Service de Ravitaillement, que ceux-ci soient ou non Officiers ou Fonctionnaires sous ses ordres, et éventuellement aux autorités civiles désignées par lui.

ART. 2. — Toute réquisition ouvre des droits à une juste indemnité.

Les réquisitions seront toujours formulées par écrit et signées. Elles mentionnent l'espèce et la quantité des prestations imposées et autant que possible leur durée. Il est toujours délivré un reçu des prestations fournies.

ART. 3. — Sont exigibles par voie de réquisition :

1° Tous objets, services ou établissements industriels nécessaires à l'Armée ;

2° Les moyens d'attelage et de transport de toute nature ;

3° Les guides, messagers, conducteurs, ainsi que les autres personnes pour tous les travaux que l'Armée pourrait avoir à exécuter.

Dans le cas du paragraphe 3 ci-dessus, il sera alloué aux personnes requises une solde avec ou sans nourriture.

ART. 4. — Le logement chez l'habitant et le cantonnement ne seront requis qu'extraordinairement pour les troupes, en utilisant, dans la mesure du nécessaire, la contenance des locaux, sous la réserve, toutefois, que les propriétaires ou détenteurs conservent toujours le logement qui leur est indispensable et que les logements privés des indigènes ne seront jamais utilisés.

Ils pourront être requis plus habituellement et surtout dans les établissements publics, pour l'installation des divers services, des magasins et plus particulièrement des malades ou blessés.

La réquisition des édifices religieux est formellement interdite.

En cas de réquisition du cantonnement dans les demeures privées, l'autorité locale prend toutes les mesures propres à concilier la nécessité d'une occupation temporaire avec les lois, mœurs et coutumes des populations.

ART. 5. — Est également exigible la livraison à titre définitif, c'est-à-dire sous condition d'achat, des animaux de selle, de trait ou de bât (chevaux, juments, mules, mulets, chameaux et chamelles) ainsi que les voitures attelées nécessaires au complément ou à l'entretien de l'Armée.

Le prix à payer dans ce cas sera fixé comme il est dit à l'article 21 ci-après.

ART. 6. — Les réquisitions exercées sur une municipalité ou une tribu ne peuvent porter que sur les ressources existantes sans pouvoir les absorber complètement. Ne sont pas considérés comme disponibles ou comme fournitures susceptibles d'être réquisitionnées :

1° Les vivres destinés à l'alimentation d'une famille pendant trente jours ;

2° Les fourrages des cultivateurs ne dépassant pas la consommation de leurs animaux pendant le même laps de temps.

ART. 7. — Les ordres de réquisition sont remis, soit aux Chefs des Municipalités, soit aux autorités administratives de Contrôle. En cas de nécessité résultant de l'éloignement et de l'urgence, ils peuvent être remis directement par l'autorité militaire aux Cafés, aux Chloukh et même aux habitants.

Dans ce cas, l'autorité requérante adresse le plus tôt possible au Chef de la Municipalité ou à l'autorité qui en tient lieu, un état faisant connaître l'objet de la réquisition et sa quotité.

S'il y a lieu de requérir la prestation d'un habitant absent et non représenté, l'autorité compétente fait procéder d'office, en présence de deux témoins requis, à la livraison des approvisionnements, du matériel ou des établissements réquisitionnés.

Les denrées qui auraient été dissimulées pourront être enlevées d'office sans préjudice des pénalités judiciaires édictées à l'article 9 ci-après.

Dahir n°1.03.60 du 12 Mai 2003 (10 rabaai I) sur les études d'impact sur l'environnement (BO n°5118 du 19 juin 2003).

الباب السابع

مقتضيات نهائية

المادة 80

تنسخ كل المقتضيات القانونية والتنظيمية السابقة لهذا القانون والمخالفة لأحكامه ومبادئه العامة ويبدأ العمل به ابتداء من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

ظهير شريف رقم 1.03.60 صادر في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003) بتنفيذ القانون رقم 12.03 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 26 و 58 منه،

أصدرنا أمرا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 12.03 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003).

وقعه بالملك :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

*
* *

قانون رقم 12.03

يتعلق بدراسات التأثير على البيئة

الباب الأول

تعريف ومجال التطبيق

المادة 1

يقصد بالمصطلحات المستعملة في هذا القانون المعاني التالية :

1 - البيئة : مجموعة العناصر الطبيعية والمنشآت البشرية والعوامل الاقتصادية والاجتماعية والثقافية التي تساعد على وجود وتغيير وتنمية الوسط الطبيعي والكائنات الحية والأنشطة البشرية :

2 - دراسة التأثير على البيئة : دراسة قبلية تمكن من تقييم الآثار المباشرة وغير المباشرة التي يمكن أن تلحق البيئة على الأمد القصير والمتوسط والبعيد نتيجة إنجاز المشاريع الاقتصادية والتنمية وتشبيد التجهيزات الأساسية وتحديد التدابير الكفيلة بإزالة التأثيرات السلبية أو التخفيف منها أو تعويضها بما يساعد على تحسين الآثار الإيجابية للمشروع على البيئة :

3 - الطالب : الشخص الطبيعي أو المعنوي الذي يتقدم بطلب رخصة أو موافقة تتعلق بمشروع خاضع لدراسة التأثير على البيئة :

4 - الموافقة البيئية : القرار المتخذ من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة طبقا لرأي اللجنة الوطنية أو اللجان الجهوية لدراسة التأثير على البيئة والذي يشهد من الناحية البيئية بإمكانية إنجاز المشروع الخاضع لدراسة التأثير على البيئة :

5 - المشروع : كل مشاريع الأنشطة والأشغال والتهيئات والمنشآت المزمع إنجازها من طرف كل شخص طبيعي أو معنوي، عام أو خاص، والتي بسبب طبيعتها أو حجمها أو وجودها بمناطق حساسة أو مناطق محمية تتطلب إجراء دراسات التأثير على البيئة :

6 - تعليمات توجيهية : وثائق مرجعية تحدد العناصر الأساسية التي يجب إدماجها في الأسس المرجعية لدراسة التأثير على البيئة بالنسبة لكل مشروع خاضع لهذه الدراسة :

7 - الأسس المرجعية : دليل مرجعي يحدد الجوانب والمتطلبات البيئية الأساسية الواجب مراعاتها أثناء إعداد دراسات التأثير على البيئة، ويبين المنهجية الواجب اعتمادها لتشخيص وتحليل الآثار المحتملة للمشروع على البيئة :

8 - المناطق الحساسة : المناطق الرطبة والمناطق المحمية والمناطق ذات المنفعة البيولوجية والإيكولوجية والمناطق الموجودة فوق الفرشات المائية الجوفية ومواقع تصريف المياه.

المادة 2

تخضع لدراسات التأثير على البيئة كل المشاريع المذكورة في اللائحة المرفقة بهذا القانون والمزمع إنجازها من طرف كل شخص طبيعي أو معنوي، عام أو خاص، والتي بسبب طبيعتها أو حجمها أو موقعها يحتمل أن تكون لها تأثيرات سلبية على الوسط الإحيائي والفيزيائي والبشري.

المادة 3

إذا كان المشروع الخاضع لدراسة التأثير على البيئة مركبا من عدة مكونات تكمل بعضها البعض أو كان إنجازها موزعا على عدة مراحل ممتدة في الزمن، فإن دراسة التأثير على البيئة يجب أن تشمل مجموع مكونات المشروع.

- 6 - تقديمًا مختصراً للإطار القانوني والمؤسسي المتعلق بالمشروع وبالقرار المخصص لإنجازه واستغلاله وكذا التكاليف التقديرية للمشروع ؛
- 7 - مذكرة تركيبية موجزة لمحتوى الدراسة وخلصاتها ؛
- 8 - ملخصاً مبسطاً للمعلومات والمعطيات الأساسية المتضمنة في الدراسة معاً لفائدة العموم.

المادة 7

يتوقف الترخيص لكل مشروع خاضع لدراسة التأثير على البيئة على قرار الموافقة البيئية. ويعد هذا القرار عنصراً من عناصر الملف المقدم لطلب الحصول على الرخصة.

الباب الثالث

اللجنة الوطنية واللجان الجهوية لدراسات التأثير على البيئة

المادة 8

تحدث لدى السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة لجنة وطنية ولجان جهوية لدراسات التأثير على البيئة تناط بها مهمة فحص دراسات التأثير على البيئة وإبداء الرأي حول الموافقة البيئية للمشاريع.

تحدد شكليات إحداث اللجنة الوطنية واللجان الجهوية وطرق تسييرها واختصاصاتها بواسطة نص تنظيمي.

المادة 9

يكون محل بحث عمومي كل مشروع خاضع لدراسة التأثير على البيئة. ويهدف هذا البحث إلى تمكين السكان المعنيين من التعرف على الآثار المحتملة للمشروع على البيئة وإبداء ملاحظاتهم واقتراحاتهم في شأنه. تؤخذ هذه الملاحظات والاقتراحات بعين الاعتبار أثناء فحص دراسات التأثير على البيئة.

تغى من البحث العمومي المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة المشاريع الخاضعة لبحث عمومي بمقتضى نصوص تشريعية أو تنظيمية أخرى، شريطة أن توضع دراسة التأثير على البيئة رهن إشارة العموم أثناء إنجاز البحث. وتحدد تدابير إجراء البحث العمومي بمقتضى نص تنظيمي.

المادة 10

يتعين على الإدارة خلال فترة البحث العمومي اتخاذ كل الإجراءات اللازمة لتمكين العموم من الاطلاع على المعلومات والخلصات الرئيسية لدراسة التأثير على البيئة، باستثناء المعلومات والمعطيات التي يمكن اعتبارها سرية.

ولهذه الغاية يجب على الطالب إخبار الإدارة كتابة بالمعلومات والمعطيات التي يعتبرها سرية.

المادة 4

لا تسري مقتضيات هذا القانون على المشاريع التابعة للسلطة العسكرية. إلا أن إنجاز هذه المشاريع يجب أن يتم بكيفية لا تشكل أي خطر على صحة الإنسان والبيئة بصفة عامة.

الباب الثاني

أهداف ومضمون دراسات التأثير على البيئة

المادة 5

تهدف دراسة التأثير على البيئة إلى :

- 1 - تقييم منهج ومسبق للآثار المحتملة المباشرة وغير المباشرة، المؤقتة والدائمة للمشروع على البيئة، وبشكل خاص تقييم آثاره على الإنسان والحيوان والنبات والتربة والماء والهواء والمناخ والوسط الطبيعي والتوازن البيولوجي والممتلكات والمآثر التاريخية، وعند الاقتضاء، على الجوار والنظافة والأمن والصحة العمومية مع مراعاة تفاعل هذه العناصر فيما بينها ؛
- 2 - إزالة التأثيرات السلبية للمشروع أو التخفيف منها أو تعويضها ؛
- 3 - إبراز الآثار الإيجابية للمشروع على البيئة وتحسينها ؛
- 4 - إعلام السكان المعنيين بالتأثيرات السلبية للمشروع على البيئة.

المادة 6

تتضمن دراسة التأثير على البيئة العناصر التالية :

- 1 - تشخيصاً إجمالياً للحالة الأصلية للموقع ولاسيما مكوناته البيولوجية والفيزيائية والبشرية المحتمل تعرضها للضرر عند إقامة المشروع ؛
- 2 - وصفاً لأهم مكونات ومميزات المشروع ومراحل إنجازها، بما في ذلك وسائل الإنتاج وطبيعة وكمية المواد الأولية المستعملة ومصادر الطاقة والمخلفات السائلة والغازية والصلبة وغيرها من النفايات الناجمة عن إنجاز أو استغلال المشروع ؛
- 3 - تقييماً للتأثيرات الإيجابية للمشروع ولانعكاساته السلبية ومخاطره على الوسط البيولوجي والفيزيائي والبشري خلال مراحل إنجاز المشروع واستغلاله أو تطويره اعتماداً على الأسس المرجعية أو التعليمات التوجيهية المعدة لهذا الغرض ؛
- 4 - التدابير المزمع اتخاذها من طرف الطالب لإزالة الآثار الضارة بالبيئة أو التخفيف منها أو تعويضها، إضافة إلى التدابير الهادفة إلى إبراز وتحسين الآثار الإيجابية للمشروع ؛
- 5 - برنامج مراقبة وتتبع المشروع وكذا الإجراءات المزمع اتخاذها في مجالات التكوين والاتصال والتدبير ضماناً لتنفيذ المشروع واستغلاله وتطويره وفقاً للمواصفات التقنية والمتطلبات البيئية المعتمدة في الدراسة ؛

يمكن في الحالات التي تدعو إلى الاستعجال الأمر بإيقاف الأشغال حالا وبإزالة البنائات والتجهيزات ومنع الأنشطة المخالفة لمقتضيات هذا القانون.

المادة 17

لا يسقط الأمر بإيقاف أشغال البناء والتجهيز وعمليات الاستغلال وإعادة الموقع إلى حالته الأصلية حق تقديم شكاية أمام القضاء إما من طرف السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة أو من قبل كل شخص مادي أو معنوي له حق التقاضي من حيث الصفة والمصلحة.

المادة 18

إذا تم تقديم شكاية أمام المحكمة المختصة ضد أي ترخيص أو قرار بالموافقة على مشروع ما لسبب عدم توفر قرار الموافقة البيئية، تأمر المحكمة وبصفة استعجالية بإبطال الرخصة أو قرار الموافقة بمجرد التحقق من عدم توفر هذا القرار.

المادة 19

تخضع لدراسة جديدة للتأثير على البيئة المشاريع التي لم يتم إنجازها خلال أجل خمس سنوات ابتداء من تاريخ الحصول على قرار الموافقة البيئية.

المادة 20

يدخل هذا القانون حيز التطبيق ابتداء من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية. غير أن أحكامه لا تسري على طلبات الترخيص المودعة لدى المصالح الإدارية قبل تاريخ صدوره.

*

* *

ملحق المشاريع الخاضعة لدراسة التأثير على البيئة

- 1 - المنشآت المضررة بالصحة والمزرعة والخطرة المرتبة في الصنف الأول.
- 2 - مشاريع البنية التحتية :
 - إنشاء الطرق (الطرق الوطنية والطرق السيارة) ؛
 - السكك الحديدية ؛
 - المطارات ؛
 - تهيئة المناطق الحضرية ؛
 - تهيئة المناطق الصناعية ؛
 - الموانئ التجارية والموانئ الترفيهية ؛
 - السدود وغيرها من المنشآت المعدة لحصر وتخزين المياه بصفة دائمة ؛
 - المركبات السياحية خاصة تلك الواقعة على مستوى الساحل والجبل وفي الوسط القروي ؛

تعتبر سرية طبقا لمذلول الفقرة الأولى من هذه المادة المعطيات والمعلومات المتعلقة بالمشروع التي من شأن إطلاع العموم عليها أن تلحق ضررا بمصالح صاحب المشروع، عدا المعلومات المتعلقة بالتأثيرات السلبية للمشروع على البيئة. وتحدد شروط وشكليات الاطلاع على دراسة التأثير بمقتضى نص تنظيمي.

المادة 11

يلزم الأعدان المكلفون من طرف الإدارة أثناء أداء مهامهم سواء حين الاطلاع أو فحص دراسات التأثيرات على البيئة، أو حين مراقبة المشاريع الخاضعة لهذه الدراسات وكذا أعضاء اللجنة الوطنية وأعضاء اللجان الجهوية المشار إليها في المادة 8 أعلاه بالمحافظة على السر المهني وحماية المعطيات والمعلومات المتعلقة بالمشاريع الخاضعة لدراسات التأثير على البيئة، وذلك تحت طائلة تطبيق مقتضيات القانون الجنائي الجاري بها العمل.

المادة 12

يتحمل الطالب المصاريف المترتبة عن البحث العمومي ويحدد نص تنظيمي كيفية تطبيق هذه المادة.

المادة 13

يتحمل الطالب مصاريف إجراء دراسة التأثير على البيئة، ما لم توجد مقتضيات مخالفة منصوص عليها في القوانين الجاري بها العمل.

الباب الرابع

ضبط المخالفات وحق التقاضي

المادة 14

يتولى ضبط الشرطة القضائية والأعدان المحلفون والمكلفون من طرف الإدارة والجماعات المحلية بمعاينة وضبط مخالفات مقتضيات هذا القانون ونصوصه التطبيقية.

المادة 15

في حالة ضبط مخالفة لمقتضيات هذا القانون ونصوصه التطبيقية، يحرر العون المكلف الذي عاين المخالفة محضرا يقوم بإرسال نسخة منه إلى السلطة المعنية مباشرة بالمشروع ونسخة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة وذلك داخل أجل لا يتعدى خمسة عشرة (15) يوما. وتقوم هذه الأخيرة بعد إخبار السلطة الحكومية المعنية بإنذار المخالف وحثه على احترام القوانين الجاري بها العمل.

المادة 16

في حالة عدم امتثال المخالف بعد توجيه الإنذار إليه وكانت أشغال التجهيز أو البناء في مرحلة الإنجاز أو تم الشروع في استغلال المشروع، تقوم السلطة الحكومية المكلفة بالبيئة بعد إشعار السلطة الحكومية المعنية بإحالة نسخة من محضر المخالفة على كل من عامل الإقليم أو العمالة ورئيس المجلس الجماعي لإصدار الأمر بإيقاف المؤقت للأشغال في انتظار صدور الحكم من طرف المحكمة المختصة.

- 3 - 6 - صناعة النسيج والجلود والخشب والورق والكارطون والخزف :
 - وحدات صناعة عجين الورق والكارطون :
 - المدايع وصناعة بيغ الجلود الرقيقة :
 - وحدات إنتاج ومعالجة السيلولوز :
 - معامل صباغة الألياف :
 - وحدات صناعة الصفانح من الألياف ومن الجزئيات ومن صفانح الخشب المعكوس :
 - وحدات صناعة النسيج والصباغة :
 - وحدات صناعة الخزف.
 3 - 7 - صناعة المطاط :
 - صناعة ومعالجة المواد المكونة من المطاط الاصطناعي.
 4 - الفلاحة :
 - مشاريع الضم القروي :
 - مشاريع تشجير مساحة تزيد عن 100 هكتار :
 - مشاريع تخصيص أرض غير مزروعة أو مساحة شبه طبيعية للاستغلال الفلاحي المكثف.
 5 - مشاريع تربية الأسماك والأصداف.

ظهير شريف رقم 1.03.61 صادر في 10 ربيع الأول 1424
 (12 ماي 2003) بتنفيذ القانون رقم 13.03 المتعلق بمكافحة
 تلوث الهواء.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 26 و 58 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 13.03 المتعلق بمكافحة تلوث الهواء، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بالرباط في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003).

وقعه بالمصنف :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

*

* *

- المنشآت المخصصة للخرن والتخلص من النفايات مهما كان نوعها أو طريقة التخلص منها :
 - محطات تصفية المياه المستعملة والمنشآت الملحقة بها :
 - قنوات الصرف البحرية :
 - نقل المواد الخطرة أو السامة.
 3 - المشاريع الصناعية :
 - الصناعة الإستخراجية :
 - المناجم :
 - مقالع الرمل والحصى :
 - مصانع الإسمنت :
 - صناعة الجبس :
 - تحويل الفلين.
 3 - 2 - صناعة الطاقة :
 - المنشآت المعدة لتخزين الغاز وجميع المواد القابلة للاشتعال :
 - المصفاة البترولية :
 - الأشغال الكبرى لتحويل الطاقة :
 - المراكز الحرارية وغيرها من منشآت الاحتراق التي تبلغ قوتها 300 ميكاوات على الأقل :
 - المراكز النووية :
 - المراكز الهيدروكهربية.
 3 - 3 - الصناعة الكيماوية :
 - منشآت صنع المواد الكيماوية لإبادة الحشرات والمنشآت الصيدلية وصناعة الصباغة والدهان والمطاط الاصطناعي والأكسيد الفوقي :
 - إدخال منتجات كيميائية جديدة في السوق :
 - استخراج ومعالجة وتحويل الأمينات.
 3 - 4 - معالجة المعادن :
 - معامل الصلب :
 - معالجة السطح وتغطية المعادن :
 - صناعة الأدوات والآلات المعدنية.
 3 - 5 - صناعة المواد الغذائية :
 - وحدات تصبير المواد الحيوانية والنباتية :
 - وحدات تصنيع المواد الطبيعية :
 - وحدات صنع الجعة :
 - وحدات صنع الطويات والمشروبات :
 - معامل دقيق السمك ومعامل زيت السمك :
 - مصانع التمشيات :
 - معامل السكر وتحويل ثقل قصب السكر :
 - مطاحن الدقيق والسميدة :
 - معامل الزيوت.

**Lettre Royale relatif à l'investissement du 09 janvier 2002 (BO n°
4790 du 17 janvier 2002)**

الرسالة الملكية السامية الموجهة إلى الوزير الأول في موضوع التدبير اللامركز للاستثمار



المحمد لله وحده والصلاة والسلام على رسول الله وآله وصحبه

الطابع الشريف - بداخله .

محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه

خدمنا الأرض ووزيرنا الأول السيد عبد الرحمان يوسفني

أسئلك الله ورعاك وعلى طريق الخير سدد خطاك وبعد.

1 - فإنك تعلم مدى عزمنا الوثيق وعملنا الذروب على إنعاش الاستثمار والنهوض به باعتباره وسيلة فعالة للتنمية الاقتصادية والاجتماعية، مؤكداين في عدة مناسبات على دور المحوري كمحفز أساسي للنمو ولأسيما في دعم مشاريع المقاولات الصغرى والمتوسطة في الصناعة التقليدية والسياحة والسكن وفي القطاعات الصناعية ومجالات الصناعات المرتبطة بالإنتاج الفلاحي والمعادن التي تعد مصدرا لا ينضب معينه لتوفير مناصب الشغل وخلق الثروات، وتشكل محركا قويا للتنمية ولتعزيز الطاقات الإنتاجية وإمكانات الادخار بالنسبة لشبابنا وللفئات الوسطى التي تتطلع، بكل استحقاق، إلى المزيد من التقدم وتحمل المسؤولية، وتحفيز طاقاتها الخلاقة.

1.1 - وفي السياق الراسي إلى حفز الاستثمار وتسهيله، سبق أن أكدنا في الخطاب الذي افتتحنا به الدورة البرلمانية لآكتوبر 2000 على أهمية إحدات * ... شباك موحد على صعيد كل جهة ... مع تحديد أجل معقول وسريع ... للبت في ملفات مشاريع الاستثمار*.

1.2 - وكثيرا ما شد انتباهنا ما تواجهه فئات المقاولين من مصاعب بسبب الإجراءات المتعددة والمعقدة التي يستوجبها إحدات الشركات أو المقاولات الفردية ويتطلبها استكمال المساطر الإدارية التي تستلزمها عملية الاستثمار.

1.3 - وإذا كانت هذه المساطر والإجراءات التشريعية أو التنظيمية غالبا ما تكون ضرورية لأن حرية المبادرة الحفاضة التي كرسها الدستور تقتضي إيجاد إطار قانوني ملزم كقنيل وحده بطمأنة المستثمر وضمان مساواة الجميع أمام القانون وكذا نهبيء مناخ ملائم للمنافسة الشريفة فإن من الواجب تبسيط هذه الإجراءات والمساطر وتقليصها والحرص على أن يتم العمل بها بأكثر ما يمكن من القرب من المستثمرين.

4. 1 - ولبلوغ هذا الهدف وعملا على انتهاج ما يقتضيه التدرج والواقعية من استبعاد لأي اقتراح أو إصلاح يخلو من المصدانية والنجاحة فإننا نعتبر أن من شأن الإطار الجهوي أن يوفر المجال الترابي والإداري الأنسب نظرا لما لإدارتنا الترابية حاليا من وسائل لحل المشاكل المتعلقة بإجراءات الاستثمار.

2 - ويندرج هذا النهج في إطار انسجام متناسق مع مفهومنا المتجدد للسلطة يجعلها في خدمة الاستثمار باعتبارها أداة غير متميزة.

1. 2 - فنند أن أعلننا عن هذا المفهوم سجلنا باهتمام ما بذلته إدارتنا ولاسيما المكلفة منها بالشؤون الداخلية في مملكتنا، من جهود لإعطائه محتوى ملموسا يجسده على أرض الواقع.

2. 2 - وإته ليطيب لنا اليوم بعون الله وتوفيقه، أن نوجه إليك هذه الرسالة، توخيا لتوسيع وتجسيد رؤيتنا لدور السلطة في خدمة المواطن في مجال حيوي من مجالات التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

3. 2 - وإننا لنعبر المقاربة المعتمدة في هذه الرسالة بيانا منفصلا لما يشكل في نظرا النهج التوهم للإصلاح الإداري المنشود الذي يستوجب تحديدا جديدا للأهداف المتعين على الجهاز الإداري تحقيقها بالموازاة مع إصلاح المساطر التي يتبعها، وتأهيل التائمين على هذه المساطر من خلال إعادة تكوينهم وصقل خبرتهم.

3 - لذا، فقد قررنا أن نحدث، تحت مسؤولية ولاية جلالتنا على الجهات، مراكز جهوية للاستثمار تتولى نوعين من المهام الرئيسية، أحدهما للمساعدة على إنشاء المقاولات والآخر لمساعدة المستثمرين، وتتكون بالتالي من شبكاتين إثنين.

1. 3 - وهكذا، فإن الشباك المكلف بالمساعدة على إنشاء المقاولات يعدد الخطاب الوحيد بالنسبة للأشخاص الذين يرغبون في إحداث مقارلة مهما يكن شكلها ويودون الاستفادة من خدماته. ويمكن أن يتوفر هذا الشباك على ملحقات، على صعيد العمال أو الأقاليم أو الجماعات، حسب الحاجة وما تسمح به الوسائل. ويضع التائمون على هذا الشباك زهن إشارة الطالبين مطبوعا موحدا يتضمن كل المعلومات الثانوية والتنظيمية الضرورية لإنشاء أي مقارلة.

1. 1. 3 - كما يتولى هؤلاء التائمون إنجاز كافة الإجراءات الضرورية للحصول لدى الإدارات المختصة، على الوثائق والشهادات التي تقتضيتها التشريعات والتنظيمات لإحداث أي مقارلة، ويسلمون للطالبين، في أجل يحدده الوالي، كل الوثائق الإدارية التي تثبت وجود مقاولاتهم.

3.2 - أما الشباك الآخر الخاص بمساعدة المستثمرين، فيتولى،

- ترويض المستثمرين بكل ما يفيدهم من معلومات بشأن الاستثمار الجهوي،

- دراسة كافة طلبات الترخيص الإداري أو تحضير جميع الوثائق الإدارية الضرورية لإنجاز مشاريع الاستثمار في قطاعات الصناعة والتصنيع النلاحي والمعادن والسياحة والصناعة التقليدية والسكن، بالنسبة للمشاريع المقدرها بما دون مائتي مليون درهم وذلك لتمكين والي الجهة من تسليم التراخيص أو توقيع القرارات الإدارية المتعلقة بهذا الاستثمار،

- دراسة مشاريع العتود أو الاتفاقيات التي ستبرم مع الدولة من أجل منح المستثمرين امتيازات خاصة، بالنسبة للاستثمارات المتعلقة بالقطاعات المذكورة سلفا التي تساوي أو تتوق مبلغ مائتي مليون درهم، والقيام بتوجيهها إلى السلطة الحكومية المختصة من أجل المصادقة والتوقيع عليها من لدن الأطراف المتعاقدة. ويقوم والي، في حدود اختصاصاته، بإعداد وتنفيذ التراخيص والوثائق والعتود الضرورية لإنجاز الاستثمار موضوع الاتفاقية التي يتكفل بتنفيذها،

- اقتراح الحلول التوافقية لما قد ينشأ من منازعات بين المستثمرين والإدارات.

3.2.1 - تتم الدراسة المذكورة في إطار احترام التواتين والتنظيمات المتعلقة بهذا المجال من لدن المنسوبين الجهويين للوزارات المختصة الذين يطلعون والي على ما يزاو لونه من اختصاصات في هذا الشأن.

3.2.2 - وحرصا على أن يتم تبخير المركز الجهوي للاستثمار التابع لسلطة والي - الذي يشكل أفضل سلطة ترابية مخاطبة للمستثمرين - من قبل موظف سامتتناسب رتبته مع مستوى المسؤوليات المناطة به، فقد قررت أن يتم تعيين هذا الموظف من لدن جلالتنا، وتراعى في اختياره كفايته في مجال المهام المسندة إليه وخصاله الإنسانية مع تخويله وضعية مدير للإدارة المركزية.

3.2.3 - ويتولى هذا المدير تنشيط ونسيب لجنة جهوية مكونة من المنسوبين الجهويين للإدارات المعنية بالاستثمار ومن السلطات المحلية المختصة. ومساعدة في مهامه موظفون خاضعون لنظام أساسي محفز خاص بهم.

3.2.4 - ومن جهة أخرى، فإننا أمر بتحويل اللجن الوطنية الموكلة إليها إيداء الرأي في بعض العمليات العقارية وبخاصة اللجنة المكلفة بدراسة طلبات التصريح بعدد قابلية الأراضي للفلاحة واللجنة المكلفة بحماية المناطق الساحلية والمناطق الحساسة إلى لجن جهوية وبوضعها تحت سلطة والي أو العامل الذي يفوض إليه ذلك.

3.2.5 - كما أننا نتطلع إلى أن يعهد بتسيير المناطق الصناعية والسياحية والسكنية إلى الخواص الذين تعتمدهم الدولة والذين سيضطهرون في تعاملهم مع المستثمر بنور الشباك الموحد بالنسبة للمنطقة المعنية.

3.3 - وإننا ندعو حكومتنا لإعداد إصلاح لهيكلية المنطوقيات الجهوية للإدارات المركزية بقصد التقليص من المرافق وتجميعها للزيد من التفاعل والتناسق والتفريب فيما بينها، كما ندعوها للدراسة ووضع نظام أساسي خاص بموظفي الإدارة الترابية لجعله أكثر تحفيزاً لاكنه العناصر في إدارتنا على اختيار مزاوله عملهم في جهات المملكة وليس فقط في الإدارات المركزية.

3.4 - ولتمكين الوالي من تقدير ما يتوفر لديه من وسائل تثبت أن المركز الجهوي الذي يقترحه سيكون مجدداً ومنجماً فور إحداثه، فإن إنشاء المراكز الجهوية للاستثمار يتم بقرار مشترك لوزراء الداخلية والمالية والتجارة والصناعة بناء على اقتراح من والي الجهة المعنية.

3.5 - ويكلف الوالي بتنظيم المركز وتسييره وكذا بإحداث شبائك المساعدة على إنشاء المقاولان في عمالات الجهة أو أقاليمها أو جماعاتها، وتنظيمها وتسييرها.

3.6 - وإن تفعيل التدابير التي أمرنا بها يفترض تحويل ولاننا على الجهات كل ما يلزم من صلاحيات قانونية وتنظيمية ليتخذوا القرارات الإدارية اللازمة لإنجاز الاستثمارات نيابة عن أعضاء الحكومة المختصين أو بتفويض منهم.

3.6.1 - وحتى يتمكن ولاية الجهات من تفعيل المساطر الضرورية لإنجاز الاستثمارات في التظاعات المعنية، وفي حدود المبالغ المنصوص عليها في البند 3-2 من هذه الرسالة فإنه يتعين على أعضاء حكومتنا والموظفين السامين في إدارتنا المركزية، أن يفوضوا لهم الصلاحيات اللازمة ليبرموا أو يصدرها باسم الدولة العقود والقرارات التالية:

* عقود البيع أو الكراء المتعلقة بعقارات من ملك الدولة الخاص،

* قرارات الترخيص باحتلال الملك العمومي والملك الغايبي،

* الترخيص بإقامة أنشطة صناعية وزراعية مصنعة ومعدنية، أو استغلالها،

* الترخيص بفتح مؤسسات سياحية واستغلالها وتصنيفها ومراقبتها وتسليم مختلف الرخص الخاصة الضرورية

لاستغلال هذه المؤسسات .

3.6.2 - ومن جهة أخرى، وعملاً على تخفيف مساطر مراقبة القرارات والأعمال الصادرة عن الجماعات المحلية، فإن وزيرنا في الداخلية سينوض لولاية الجهات سلطات الرصاية التي يمارسها فيما يخص القرارات المتعلقة بما يلي،

- الموافقة على مداورات الأجهزة التفريرية للجماعات المحلية المتعلقة بالصفقات والعقود المبرمة من لدنا والتي لا يتجاوز قدرها عشرة ملايين درهم،

- الموافقة على مقررات نقل الاعتمادات من فصل إلى فصل في ميزانيات الجماعات المحلية،

- الموافقة على مداورات الأجهزة التفريرية للجماعات المحلية المتعلقة باقتناء أراض من ملكها وتنويتها.

3.6.3 - وعلاوة على ذلك، فإننا نخول ولاية جلالتنا إمكانية الحصول من السلطات الحكومية المعنية على توكيز لاتخاذ القرارات اللازمة فيما يخص إنجاز الاستثمارات التي لا تتوفر فيها المعايير المحددة ضمن الحالات المذكورة في البند 3-2 من رسالتنا السامية هاته.

3.7 - ويتعين أن تشر من لدن وزيرنا الأول كل القرارات المشار إليها في الفقرات السابقة وتشر بالجريدة الرسمية، على أن يبدأ العمل بها، بالنسبة للجهة المعنية، فور نشر القرار المشترك القاضي بإحداث المركز الجهوي، وفي انتظار ذلك، تستمر السلطات الحكومية المفوضة في ممارسة السلط المفوضة من قبلها.

3.7.1 - وفي كل الأحوال، يجب أن تشر قرارات تفويض السلط بالجريدة الرسمية من أجل لا يتعدى خمسة وأربعين يوماً بعد نشر رسالتنا الملكية هاته بالجريدة الرسمية.

3.7.1.1 - وتحدد قرارات تفويض السلط الإجراءات التي تتم وقتها ممارسة التفويض وبصفة خاصة ما تعلق منها بمضمون ودورية التقارير التي يتعين على ولاية الجهات توجيهها إلى الوزير الأول وإلى الوزراء المفوضين.

3.8 - وإن قرارات ولاية الجهات المتخذة تطبيقاً لهذه الرسالة الملكية يمكن أن تكون موضوع تظلم استعطافي يقدم اليه أو طعن تسلسلي يرفع إلى لجنة الاستثمارات برئاسة الوزير الأول أو إلى اللجن المختصة المحدثه بنصوص تشريعية أو تنظيمية خاصة.

3.9 - ويظل عمال جلالتنا يتحملون مسؤولياتهم كاملة لدى الولاية، في تطبيق هذه السياسة الجليدية التي نحن ماضون في تعزيزها. ولأجل ذلك، نهيى بهم أن يشاركوا إلى جانب الولاية مشاركة كاملة في تفعيل سياسة اللا تركيز هذه، وأن يعدلوا البنيات اللازمة حتى يمكن أن تمارس على صعيدي العمالة والإقليم الاختصاصات التي ستمارس في مرحلة أولى على الصعيد الجهوي.

3.9.1 - وسيحدد وزيرنا في الداخلية المجالات التي يمكن لولاة الجهات أن يفوضوا فيها لعمال جلاتنا على العمالات والأقاليم بعض الاختصاصات التي تخولها لهم هذه الرسالة وكذا شكل وشروط هذا التفويض.

4 - واقتناعا منا بأن حيز الاستثمار لا يمكن أن يعطى شارة كاملة ما لم تصبح الجماعات المحلية فاعلا رئيسيا في عملية التنمية الاقتصادية المستدامة للبلان، فإنه يتعين تمكينها من الوسائل القانونية والمالية الكفيلة بجعلها أكثر فاعلية في الاضطلاع بهذه المسؤولية. وفي هذا الصدد، فإننا ندعو البرلمان إلى التمييز بقراءة معمقة لمشروع القانون المتعلق بالميثاق الجماعي والعمل، بتعاون تام مع الحكومة، على إغتنائه باقتراحات من شأنها أن تخول الجماعات المحلية مسؤولية حقيقية في وضع البرامج التنموية الاقتصادية للجماعة وتنفيذها. كما ينبغي من جهة أخرى، مراجعة النظام الجبائي للجماعات المحلية بهدف تبسيطه والرفع من مردوديته.

4.1 - وحفاظا على تماسك هذا النسق، فإنه يجب على المسؤولين عن الجماعات المحلية أن يمارسوا ما يتحملونه من مسؤوليات في دائرة الاحترام التام للقانون والنصوص التنظيمية ويجدر التذكير على الخصوص بأن رؤساء المجالس الجماعية مطالبون، ليس فقط بتنفيذ قرارات المجالس، ولكن كذلك بتطبيق القوانين التي يتولون تنفيذها بصفتهم سلطة إدارية محلية واعتباراً لما يحظون به من تركيبة ملكية سامة بظهير شريف.

4.1.1 - لذا، يجب على عمال جلاتنا أن يتأكدوا من أن السلطات المحلية المختصة التي تتصرف بصفتها ممثلة للدولة، تسلم في الأجال التي يحددها القانون أو النصوص التنظيمية الجاري بها العمل، التراخيص الضرورية لإنجاز الاستثمارات ولاسيما التراخيص المتعلقة بتجزئة الأراضي والبناء والسكن وشهادات المطابقة.

4.1.2 - وعندما يلاحظ عمال جلاتنا أن هناك تأخيرا في تسليم هذه التراخيص وأن هذا التأخير مردّه إلى السلطات المعنية، فإنهم يأمرونها بالتقيد، داخل آجال يحددها القانون والنصوص التنظيمية الجاري بها العمل. وفي حالة استمرار التأخير، فإنهم يشعرون بذلك وإلى الجهة ويمارسون سلطة الحلول التي يخولها لهم الميثاق الجماعي والتي ستحدد شروط ممارستها بنص تنظيمي يتخذ باقتراح من وزيرنا في الداخلية.

4.1.3 - كما أنه يتعين أن يشير الولاة انتباه عمال العمالات والأقاليم المعنيين حول ما قد يلاحظونه من امتناع أو تقصير من لدن السلطات المحلية في اتخاذ الإجراءات المقررة في القانون والنصوص التنظيمية داخل الأجال المحددة، وبأمرور العمال، عند الاقتضاء، بممارسة سلطة الحلول.

5 - ولا يخفى عليك وزيرنا الأول رعاك الله، أن إصلاح بعض المساطر المتعلقة بإحداث الشركات التجارية يتطلب مراجعة النصوص التشريعية المعمول بها في هذا المجال. لذا نستحث حكومتنا على المبادرة بدراسة مشاريع القوانين ذات الصلة، حتى نحال على البرلمان في أقرب الآجال.

5.1 - كما ينبغي مواصلة الجهود لتحديث إدارة العدل ومراجعة مساطر التسوية التوافقية لما قد ينشأ من منازعات بين التجار وذلك لتمكينهم من اللجوء أكثر ما يمكن إلى التحكيم.

5.2 - وفي نفس السياق، يتعين إجراء دراسة معمقة للأسباب التي تدخل بسير الغرف المهنية وهي المؤسسات الدستورية التي لا يجب أن يحجب دورها في تمثيل القوى الاقتصادية والاجتماعية، مهمتها كوسيط مهني ومهمتها في مجال مد يد العون والمساعدة لصالح أعضائها.

وزيرنا الأول الأرضي

6 - وإنك لتعلم كذلك أن الدولة، منذ شرعت في انتهاج سياسة الخوصصة مؤكدة بذلك إرادتها في إيلاء القطاع الخاص دوراً أكثر تميزاً في التنمية الاقتصادية والاجتماعية، ما فتئت تعمل على وضع إطار قانوني محفز على الاستثمار الخاص. ولذلك حرصنا على أن تكون الإجراءات المدرجة في هذه الرسالة معززة لهذا التوجه.

6.1 - بيد أنه من البديهي أن هذه الإجراءات لا يمكن أن توثي النتائج المتوخاة منها إلا إذا تعبأت الأجهزة المؤسساتية في القطاع الخاص كهي يستفيد منها المستثمرون ككل الاستفادة.

6.2 - ولنا اليقين في أن المؤسسات الخاصة ولاسيما تلك التي تتولى جمع الادخار وتخصيصه للفاعلين الاقتصاديين، ستجني على نحو أفضل الفوائد المتاحة من الإصلاحات الجارية من خلال مواكبة الجهود الخلاقة للمستثمرين والاستجابة لطموحاتهم وبخاصة المتاولين الشباب والمقاولات الصغرى والمتوسطة.

7 - وإننا لنذكر أن الإصلاحات التي يتعين على حكومتنا وولاتنا وعمالنا ورؤساء المجالس المحلية تفعيلها، تطبقها لهذه الرسالة الملكية، تستوجب الحزم واليقظة لإنجازها. ولذلك نرى أنه يجب أن تحدث لجنة مكلفة بتحضير مختلف الإجراءات التي يتطلبها تنفيذ هذا الإصلاح، ومتابعة تطبيقها.

8 - وتتكون هذه اللجنة التي يشرف عليها وزيرنا الأول من أعضاء الحكومة المعنيين مباشرة بالإجراءات التي سيتم اتخاذها ومن مستشاري جلالتنا الذين سنكلفهم بهذه المهمة.

9 - ولنا كامل الاقتناع بأن هذه اللجنة ستطلع جلالتنا حوريا على حسن سير أشغالها وسرعة تنفيذ الإصلاحات المضمنة في هذه الرسالة.

10 - ويتعين عليها كذلك أن ترفع إلى النظر السامي لجلالتنا اقتراحات بشأن الاختصاصات التي يمكن أن تتوض للولاية بصفة تدرجية مع تزويدهم بالوسائل الضرورية لتحقيق التركيز الإداري، فضلا عن الاقتراحات المتعلقة بتحويل بعض اختصاصات الولاية لعمال الأقاليم والعمالات، الذي ينبغي أن يتم وفق نفس الشروط.

11 - وأتينا لوائقون، بما عهدناه فيك من حرص على التفعيل الأمثل لتوجيهاتنا السامية، أنك لن تدخر جهدا، بمعية أعضاء حكومة جلالتنا، في سبيل بلوغ الغايات النبيلة المتوخاة من هذه الرسالة وبلورتها على صعيد الواقع في أقرب الأجل،

وإذ نجدد لك الإعراب عن سايع رضا قاتنا نسأل الله عز وجل أن يمدك بموصول التوفيق والسداد، والسلام عليك ورحمة الله تعالى وبركاته.

وحرر بالتصير الملكي بالدار البيضاء في 24 من شوال 1422 (9 يناير 2002).

**Procès Verbal de la commission relatif à la délégation du pouvoir
aux walis des régions pour les projets d'investissements**

١٦

اجتماع لجنة التنسيق

2002/01/22

السلطات المفوضة للولاية

التراخيص التي لايشملها التفويض

الاختصاصات المخولة للمديرين الجهويين والإقليميين

لوزارة التجهيز

السلطات المفوضة للولاية

1. الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي
2. الترخيص بفتح واستغلال المؤسسات المضرة وغير الملائمة والخطيرة
3. اعتماد ومراقبة المصاعد.

✓ يقتصر هذا التفويض على التراخيص المسلمة لمشاريع الاستثمار في الصناعة والتصنيع الفلاحي والمعادن والسياحة والصناعة التقليدية والسكن المقدر بما دون مائتي مليون درهم.

✓ يوجه السادة ولاة صاحب الجلالة إلى وزير التجهيز كل ثلاثة أشهر تقريرا يتضمن على الخصوص البيانات التالية :

- عدد الرخص المسلمة من طرفهم ،

- نوعية الأنشطة المرخص بها ،

- مدة الترخيص ،

- البيانات الخاصة بكل رخصة.

✓ وترفق هذه التقارير بنسخ من قرارات الترخيص المسلمة وكذا التصاميم وكنائش التحملات المرفقة بها.

✓ ويمكن أن تتضمن هذه التقارير كذلك اقتراحات السادة الولاية بشأن تطوير أساليب التدبير وطرق الاستغلال ، وعند الاقتضاء ، اقتراح تعديل النصوص التشريعية أو التنظيمية وكنائش التحملات الجاري بها العمل بهدف ملاءمتها مع متطلبات تشجيع الاستثمار والمبادرة الخاصة وإنعاش الشغل.

التراخيص التي لايشملها التفويض

- الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام المينائي الموضوع رهن تصرف مكتب استغلا الموانئ (قانون رقم 84.6 المحدث لمكتب استغلال الموانئ) ؛
- الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام المائي الموضوع رهن تصرف وكالات الأحواض المائية (قانون رقم 95.10 المتعلق بالماء) ؛
- الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام المائي الموضوع رهن تصرف المكتب الوطني للماء الصالح للشرب (ظهير 103.72.1 المحدث للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب) ؛
- الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي الطرقي الموضوع رهن تصرف الشركة الوطنية للطرق السيارة بمقتضى اتفاقيات الامتياز (قانون رقم 89.4 المتعلق بالطرق السيارة) ؛
- الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي البحري من أجل إقامة وبناء مساكن أو دور الاصطياف الانفرادية.

- ✓ لا تمنح التراخيص في المناطق الممنوعة بمقتضى القوانين والأنظمة الجاري بها العمل لاسيما القوانين المتعلقة بالتعمير والطرق السيارة والماء.
- ✓ ولتهيئ اتخاذ القرارات وتلبية رغبات المستثمرين يتعين إنجاز الدراسات الضرورية من أجل وضع تصاميم تهيئة متكاملة للملك العمومي والمواقع المجاورة له بهدف حماية المناطق الحساسة والمحافظة عليها ولاسيما في ميادين الموارد المائية ومصبات الأنهار والشواطئ.

✓ تسلّم تراخيص الاحتلال المؤقت للملك العمومي البحري مع مراعاة المبادئ التالية :

- مطابقة المشروع للضوابط المنصوص عليها في القوانين والأنظمة الجاري بها العمل ،
- احترام ملائمة هندسة ونوعية البناءات مع الطبيعة الشاطئية بهدف المحافظة على رونق الشواطئ وجماليتها والمحافظة على البيئة ،
- تأمين مجانية الاستعمال من طرف العموم على الأقل في مساحة 70 % من كل شاطئ مخصص للاصطياف.

✓ ترصد الأجرة عن الخدمات وكذا الإتاوات المستحقة عن دراسة الملفات وعن الاحتلال المؤقت للملك العمومي ، حسب الحالات ، إلى الخزينة العامة أو إلى الحساب الخاص بالتعهد الطرقي أو إلى صندوق تحديد الملك العمومي البحري والمينائي.

الاختصاصات المخولة للمديرين الجهويين والإقليميين لوزارة التجهيز

1. دراسة طلبات الترخيص الإداري
2. إعادة تقارير وملفات ترفع إلى السادة الولاية.

✓ مضمون التقارير

- أهمية المشروع وانعكاساته الاقتصادية والاجتماعية على الجهة ،
- انعكاسات المشروع على الصحة والسلامة والبيئة ،
- ضمان حق الاستعمال الجماعي للملك العمومي ،
- فتح وإحداث المنافذ العمومية إلى الشواطئ ،
- تأثير المشروع على البنيات التحتية والمنشآت الفنية والموارد الطبيعية ولاسيما المائية منها ،
- إعداد كنانيش التحملات الملائمة لنوعية وخصوصيات المشروع.

✓ يعهد إلى المديرين الجهويين والإقليميين للتجهيز بتنفيذ مقتضيات قرار الترخيص للاحتلال المؤقت للملك العمومي الصادرة عن السادة الولاية ولاسيما فيما يخص :

- إصدار أوامر التحصيل المتعلقة بالأجرة عن الخدمات أو بالإتاوات المستحقة عن الاحتلال المؤقت ،
- مراقبة احترام بنود قرارات الترخيص وكنانيش التحملات ،
- اقتراح تعديل أو إلغاء أو سحب الرخص الإدارية في حالة عدم احترام شروط الترخيص أو في حالة الإضرار بالبيئة أو بالغير.

✓ يستمر المديرين الجهويين والإقليميون للتجهيز في ممارسة الاختصاصات المخولة إلى وزارة التجهيز في ميدان مراقبة الملك العمومي والمحافظة عليه وممارسة الشرطة الخاصة به ولاسيما فيما يخص إصدار أوامر التحصيل في حق المترامين عليه ومتابعتهم قضائياً.